



Société anonyme à conseil d'administration au capital social de 376.672 €

Siège social : Parc d'activités du Bois Guillaume

2, rue Champ Doré

21850 Saint Apollinaire

349 927 012 RCS Dijon

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris S.A. des actions composant le capital de la société Eurogerm,
- du placement auprès du public et de l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris S.A. d'un nombre maximum de 723 211 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne (en ce compris un nombre maximum de 77 487 actions nouvelles susceptibles d'être émises dans le cadre d'une option de surallocation),
- du placement auprès du public et de l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris S.A. d'un nombre maximum de 554 552 actions existantes cédées par certains actionnaires de Eurogerm (en ce compris un nombre maximum de 59 416 actions existantes susceptibles d'être cédées dans le cadre d'une option de surallocation).

**Fourchette indicative de prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 16,73 euros et 19,11 euros par action.**

La notice légale sera publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 26 mars 2007.



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et des dispositions de son Règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa numéro 07-098 en date du 21 mars 2007 sur le présent prospectus.

Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié « *si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes* ». Il n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers est constitué :

- du document de base de la société Eurogerm enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 19 février 2007 sous le numéro I.07-010 ; et
- de la présente note d'opération (qui contient un résumé du prospectus).

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais au siège de la société Eurogerm, sur son site Internet (<http://www.eurogerm.com>) ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

SODICA
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

 **NATIXIS**

Listing Sponsor

Chef de File – Teneur de Livre

SOMMAIRE

RESUME DU PROSPECTUS

1. PERSONNES RESPONSABLES.....	18
1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	18
1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS.....	18
1.3. ENGAGEMENTS D'EUROGERM.....	18
1.4. ATTESTATION DU LISTING SPONSOR	19
1.5. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET CONTACT INVESTISSEURS	19
2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE	20
2.1. ABSENCE DE MARCHÉ DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ PRÉALABLEMENT A L'INTRODUCTION EN BOURSE.	20
2.2. LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ POURRAIT CONNAÎTRE DES VARIATIONS SIGNIFICATIVES.	20
2.3. ADMISSION DES TITRES A LA COTE D'UN MARCHÉ NON RÉGLEMENTÉ.....	21
2.4. CÉSSIONS D'ACTIONS SUSCEPTIBLES D'INTERVENIR A L'ISSUE DE L'ENGAGEMENT DE CONSERVATION SOUSCRIT PAR LES ACTIONNAIRES EXISTANTS QUI POURRAIT AVOIR UN IMPACT DÉFAVORABLE SUR LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ	21
3. INFORMATIONS DE BASE	22
3.1. DÉCLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET.....	22
3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT	22
3.3. RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	23
3.4. INTÉRÊT DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE.....	23
3.5. RAISON DE L'OFFRE ET UTILISATION PRÉVUE DU PRODUIT	23
4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES A LA NÉGOCIATION	24
4.1. NATURE, CATÉGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES ET ADMISES AUX NÉGOCIATIONS	24
4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS.....	24
4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION DES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES ET ADMISES AUX NÉGOCIATIONS	25
4.4. MONNAIE D'ÉMISSION.....	25
4.5. DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS	25
4.6. AUTORISATIONS.....	27
4.7. DATES PRÉVUES D'ÉMISSION ET DE RÉGLEMENT-LIVRAISON	29
4.8. RESTRICTION A LA LIBRE NÉGOCIABILITÉ DES ACTIONS	29
4.9. RÉGLEMENTATIONS FRANÇAISE EN MATIÈRE D'OFFRES PUBLIQUES	30
4.10. RÉGIME FISCAL DES ACTIONS	30

5. CONDITIONS DE L’OFFRE	39
5.1. CONDITIONS DE L’OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D’UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION	39
5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS	45
5.3. FIXATION DU PRIX.....	48
5.4. PLACEMENT ET GARANTIE	51
6. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS ET MODALITES DES NEGOCIATIONS	53
6.1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS.....	53
6.2. AUTRES PLACES DE COTATION EXISTANTES	53
6.3. OFFRE CONCOMITANTE D’ACTIONS DE LA SOCIETE	53
6.4. CONTRAT DE LIQUIDITE SUR LES TITRES DE LA SOCIETE.....	53
6.5. STABILISATION.....	53
6.6. ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS	54
7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE.....	55
7.1. IDENTITE DES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	55
7.2. NOMBRE ET CATEGORIE DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE	55
7.3. ENGAGEMENT DE CONSERVATION ET D’ABSTENTION	56
8. DEPENSES LIEES A L’OFFRE	57
9. DILUTION.....	58
9.1. MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L’OFFRE	58
9.2. INCIDENCE DE L’OFFRE SUR LA REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	59
10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	60
10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L’OFFRE	60
10.2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	60
10.3. RAPPORT D’EXPERT	60
10.4. INFORMATION PROVENANT D’UN TIERS.....	60

RESUME DU PROSPECTUS

Avertissement au lecteur

Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les instruments financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des Etats membres de la Communauté européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-42 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus.

Dans le présent prospectus, l'expression « **Eurogerm** » ou la « **Société** » désigne la société Eurogerm S.A.. L'expression « **Groupe** » désigne la société Eurogerm S.A. et ses filiales consolidées.

A. RESUME DES ELEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

A1. ELEMENTS CLES DE L'OFFRE

Structure de l'Offre

- La diffusion des actions de la Société se réalise dans le cadre d'une offre (l'« **Offre** ») comprenant :
 - une offre à prix ouvert auprès du public en France principalement destinée aux personnes physiques (l'« **OPO** »),
 - un placement global garanti incluant un placement public en France et un placement privé dans certains pays à l'exclusion notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie, effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** »).

Nature et nombre des actions dont l'admission est demandée

- La Société a demandé l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris :
 - des 3.766.720 actions existantes, composant son capital à la date du prospectus d'une valeur nominale de 0,1 euro chacune, entièrement libérées (les « **Actions Existantes** »),
 - d'un maximum de 645.724 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne (les « **Actions Nouvelles** »),
 - d'un maximum de 77.487 actions nouvelles supplémentaires en cas d'exercice de l'Option de Surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »).

Nombre initial et provenance des Actions Offertes

- un maximum de 645.724 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre,
- un maximum de 495.136 actions existantes (les « **Actions Cédées** »),

Soit un total maximum de 1.140.860 actions offertes (les « **Actions Offertes** »).

Plan de distribution

- Si la demande dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans ce cadre sera au moins égal à 10% du nombre total d'Actions Offertes. Les nombres définitifs d'actions affectés à l'OPO et au Placement Global seront arrêtés en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 321-115 du Règlement général de l'AMF.

Actionnaires Cédants

- Société Mobago, représentée par Jean-Philippe Girard
 - Société Vadrilette, représentée par Benoît Huvet
 - Société Evold, représentée par Jean-Marc Lamy
 - Jean-Marc Lamy, Véronique Lamy, Frédéric Vautrin, Olivier Duvernoy, Serge Momus, Gilles Brottin, Amadou Seck, Douglas Gilman,
- (collectivement les « **Actionnaires Cédants** »).

Option de Surallocation
(l'« **Option de Surallocation** »)

- Aux fins de couvrir d'éventuelles surallocations, la Société et certains des Actionnaires Cédants consentiront à Natexis Bleichroeder S.A., agissant en tant que Chef de File – Teneur de Livre, une option permettant la souscription au Prix de l'Offre d'un nombre maximum de :
- 77.487 Actions Nouvelles Supplémentaires et
- 59.416 actions cédées supplémentaires (les « **Actions Cédées Supplémentaires** »),

Soit un total maximum de 136.903 actions supplémentaires (les « **Actions Offertes Supplémentaires** »).

Date de jouissance

- 1^{er} avril 2006.

Montant nominal de l'augmentation de capital

- 64.572,4 euros après émission des Actions Nouvelles,
- 72.321,1 euros après émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires.

L'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourra être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindront 75% du montant initialement prévu.

Fourchette indicative du Prix de l'Offre

- Entre 16,73 euros et 19,11 euros par action. Cette indication ne préjuge pas du prix définitif (le « **Prix de l'Offre** ») qui pourrait se situer en dehors de cette fourchette.

Produit brut de l'émission, prime comprise

(sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)

- 11,57 millions d'euros hors souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires, et 12,96 millions euros en cas de souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Produit brut de la cession, prime comprise

(sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)

- 8,87 millions d'euros hors acquisition des Actions Cédées Supplémentaires, et 9,94 millions d'euros en cas d'acquisition des Actions Cédées Supplémentaires.

Dépenses liées à l'Offre

- Montant des frais et charges liés à l'Offre à la charge de la Société : environ 1,42 million d'euros hors souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires et environ 1,5 million d'euros en cas de souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Garantie

- Le Placement Global fera l'objet d'un contrat de garantie et placement qui comportera notamment une clause de résiliation usuelle en la matière et ne constituera pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Cotation et début des négociations

- Date prévue de première cotation : 3 avril 2007.
- Date prévue du début des négociations : 11 avril 2007.
- Code ISIN : FR 0010452474.
- Mnémonique : ALGEM.

Dilution résultant de l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires
(sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre)

Quote-part des capitaux propres consolidés par action au 30 septembre 2006 (en €) (1) :

Avant l'opération	3,07
Après l'émission des Actions Nouvelles (2)	5,03
Après l'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires (2)	5,24

(1) après prise en compte de la division du nominal par 160 intervenue le 2 février 2007

(2) après imputation des frais et charges liés à l'introduction en bourse

Un actionnaire qui détiendrait, à la date du prospectus, 1% du capital de la Société, et qui ne participerait pas à l'Offre, verrait sa participation dans le capital, ramenée à 0,85% après émission des Actions Nouvelles et à 0,84% après émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Engagement de conservation et d'abstention

Engagement de 180 jours calendaires à compter de la date du règlement-livraison pour l'ensemble des actionnaires actuels de la Société.

Engagement pour la société Mobago pour une durée supplémentaire de 180 jours calendaires (soit une durée totale de 360 jours calendaires) portant sur 51% des actions de la Société à compter de la date de règlement-livraison.

Engagement de 180 jours calendaires à compter de la date de règlement-livraison pour la Société.

A.2. CALENDRIER PREVISIONNEL INDICATIF

21 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus.
22 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Communiqué de la Société annonçant l'opération.• Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'Offre.• Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
26 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Publication de la notice légale au Balo.
2 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris).
3 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Fixation par le Conseil d'administration du Prix de l'Offre.• Centralisation par Euronext Paris S.A. de l'OPO.• Allocation des actions objet du Placement Global.• Signature du Contrat de Garantie.• Publication par Euronext Paris S.A. de l'avis de résultat de l'Offre.• Diffusion par la Société d'un communiqué de presse indiquant les modalités définitives de l'Offre.• Première cotation sur le marché Alternext d'Euronext Paris S.A..
10 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'Offre.
11 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris S.A..
2 mai 2007	<ul style="list-style-type: none">• Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation.• Fin de la période de stabilisation éventuelle.

B. INFORMATIONS DE BASE CONCERNANT LA SOCIETE ET SES ETATS FINANCIERS

B1. INFORMATIONS DE BASE

Le Groupe est spécialisé dans la recherche, le développement, le mélange et la commercialisation de correcteurs de meunerie, d'améliorants de panification, d'auxiliaires technologiques et d'ingrédients céréaliers destinés aux secteurs de la meunerie, de la panification ainsi qu'aux industries utilisatrices de céréales techniques et nutritionnelles.

Ces produits ont pour objectifs principaux :

- de corriger les imperfections et irrégularités de la farine, ou
- de conférer aux produits finis des propriétés spécifiques (croustillant, moelleux, goût, saveur, fraîcheur, conservation...).

Le Groupe, un des leaders dans le domaine des correcteurs de meunerie et améliorants de panification, offre à ses clients un service global à forte valeur ajoutée qui peut se décomposer comme suit :

- analyse d'échantillons de blés, de farines ou de produits finis fournis par les clients du Groupe,
- conception de correcteurs et pré-mix de meunerie, d'améliorants et pré-mix de panification et viennoiserie et autres ingrédients céréaliers,
- vente d'ingrédients céréaliers ou matières premières de base sélectionnées,
- conseils complémentaires apportés sur le site de production des clients pour assurer une bonne intégration des produits dans leur processus de production,
- recherche, développement, formation et conseil via « Arpèges » l'institut de recherche à vocation scientifique et pédagogique développé par la Société.

B2. ETATS FINANCIERS

• Chiffres clés du Groupe présentés en normes françaises

1) Informations financières annuelles consolidées

En milliers d'euros	31/03/2007 (p) (12 mois)	31/03/2006 (12 mois)	31/03/2005 (12 mois)
Chiffre d'affaires	39.000	35.369	30.267
% de croissance	10,3%	16,8%	
Marge brute	18.390	17.087	14.645
% de marge brute	47,2%	48,3%	48,4%
Résultat d'exploitation	4 815	4.365	3.535
% de marge d'exploitation	12,3%	12,3%	11,7%
Résultat net part du groupe	nd	2.915	2.437

En milliers d'euros	31/03/2006	31/03/2005
Actif immobilisé	6.299	6.070
Capitaux propres (part du groupe)	11.157	9.172
Intérêts minoritaires	281	184
Emprunts et dettes financières (1)	2.261	2.581
Disponibilités et valeurs mobilières (2)	4.252	3.766
Trésorerie nette (2)-(1)	1.991	1.185

2) Informations financières semestrielles consolidées

En milliers d'euros	30/09/2006 (6 mois)	30/09/2005 (6 mois)
Chiffre d'affaires	19.615	17.595
% de croissance	11,5%	
Marge brute	9.242	8.546
% de marge brute	47,1%	48,6%
Résultat d'exploitation	2.454	2.288
% de marge d'exploitation	12,5%	13,0%
Résultat net part du groupe	1.513	1.478

En milliers d'euros	30/09/2006	30/09/2005
Actif immobilisé	6.218	6.106
Capitaux propres (part du groupe)	11.578	9.696
Intérêts minoritaires	392	184
Emprunts et dettes financières (1)	2.049	2.296
Disponibilités et valeurs mobilières (2)	4.164	3.680
Trésorerie nette (2)-(1)	2.115	1.384

• *Déclaration sur le fonds de roulement net*

La Société atteste que, de son point de vue, et avant prise en compte du produit de l'augmentation de capital décrite dans le présent prospectus, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du prospectus.

- **Capitaux propres et endettement**

Conformément aux recommandations du *Committee of European Securities Regulators* (CESR 05.054B paragraphe 127), le tableau ci-dessous présente la situation des capitaux propres (hors résultat) et de l'endettement de la Société au 31 décembre 2006 selon le référentiel comptable adopté par la Société au 31 mars 2006.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2006 (non audité)
<u>1. Capitaux propres et endettement</u>	
Total des dettes à court terme	394
- garanties	20
- privilégiées	0
- non garanties / non privilégiées	374
Total des dettes à moyen et long terme (hors partie à moins d'un an des dettes à moyen et long terme)	1 484
- garanties	226
- privilégiées	0
- non garanties / non privilégiées	1 258
Capitaux propres part du Groupe (hors résultat de l'exercice)	10 056
Capital social	377
Primes	1 024
Réserves consolidées	8 655
<u>2. Analyse de l'endettement financier net</u>	
A. Trésorerie	1 578
B. Instruments équivalents	
C. Titres de placement	2 128
D. Liquidités (A+B+C)	3 706
E. Créances financières à court terme	
F. Dettes bancaires à court terme	1
G. Parts à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	380
H. Autres dettes financières à court terme	13
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	394
J. Endettement financier net à court terme (I-E-D)	-3 312
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	404
L. Obligations émises	
M. Autres emprunts à plus d'un an	1 080
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	1 484
O. Endettement financier net (J+N)	-1 828

Depuis le 31 décembre 2006, aucun changement notable n'est venu affecter le niveau des capitaux propres et la situation de l'endettement du Groupe.

• **Evolution récente et perspective du Groupe**

Données consolidées en K€	Montants prévus au 31/03/2007 (12 mois)	%	Montants réalisés au 30/09/2006 (6 mois)	%	Montants réalisés au 31/03/2006 (12 mois)	%
Chiffre d'affaires HT	39 000	100,00	19 615	100,00	35 369	100,00
Marge brute	18 390	47,15	9 242	47,12	17 087	48,31
Résultat d'exploitation	4 815	12,35	2 454	12,51	4 365	12,34

La croissance attendue du chiffre d'affaires consolidé au 31 mars 2007 est comprise entre 10% et 11% par rapport au 31 mars 2006.

La marge brute au 31 mars 2007 devrait également progresser, à un taux compris entre 7% et 8% par rapport au 31 mars 2006. Le taux de marge brute, bien qu'en retrait par rapport à l'exercice précédent en raison d'une activité de ventes d'ingrédients basiques et technologiques plus importante (activité à plus faible valeur ajoutée), devrait rester en ligne avec celui constaté à fin septembre 2006 et s'élever à 47,15% du chiffre d'affaires.

Les charges de structure devraient être maintenues dans le budget prévu, ce qui devrait permettre au résultat d'exploitation d'atteindre un niveau de 12,35% du chiffre d'affaires attendu.

• **Politique de dividendes**

La Société entend poursuivre sa politique de distribution d'un dividende, à hauteur d'un minimum de 30% du résultat consolidé, sauf opérations de croissance externe.

C. RAISONS DE L'OFFRE

L'Offre et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris ont pour objectif de permettre à la Société :

- D'accélérer son développement à l'international,
- De consolider sa position de leader en France,
- D'ouvrir de nouvelles perspectives à ses managers et collaborateurs,
- De densifier ses programmes de recherche, développement et application,
- D'envisager de nouveaux partenariats sur ses marchés à fort potentiel,
- De réaliser des investissements notamment l'extension du site de Saint Apollinaire,
- De pouvoir réaliser des opérations de croissance externe à moyen terme (bien que la Société étudie régulièrement des opportunités de croissance externe, aucun dossier d'acquisition n'est à ce jour programmé).

Le statut de société cotée devrait également permettre à la Société de renforcer sa notoriété.

D. RESUME DES PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Avant de se décider à souscrire des titres de la Société, les investisseurs sont invités à prendre en considération les risques énoncés ci-dessous et décrits dans le prospectus :

- *Les risques liés à l'évolution du marché (paragraphe 4.1 du Document de Base) et notamment :*
 - *Risques liés à la concurrence*
Le Groupe se situe sur un marché concurrentiel caractérisé par deux types d'intervenants : les sociétés indépendantes qui ont une activité proche de celle du Groupe, les grandes meuneries qui ont une filiale ou un département « ingrédients » intégré. Le Groupe consolide cependant ses positions sur ce marché concurrentiel grâce à une offre globale à forte valeur ajoutée, un développement à l'international, une véritable expertise, une politique d'innovation et une politique de marques déposées.
- *Les risques liés au Groupe (paragraphe 4.2 du Document de Base) et notamment :*
 - *Risques liés aux hommes clés du Groupe*
Le départ de Jean-Philippe Girard ou de Benoît Huvet (pour lesquels la Société a souscrit une police d'assurance « homme clé »), leur indisponibilité prolongée ou leur décès, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et l'organisation du Groupe et par voie de conséquence sur ses perspectives d'évolution. Toutefois, la taille, la notoriété et l'organisation du Groupe limitent l'impact d'un départ éventuel de l'une de ces deux personnes.
 - *Risques liés au développement à l'international*
Le Groupe a fortement développé son activité à l'international et a pour objectif de poursuivre ce développement notamment par la création de filiales. Chaque création de filiale à l'étranger nécessite des investissements générant des coûts susceptibles de peser sur la rentabilité dans l'hypothèse où l'activité sur la zone géographique visée ne se développerait pas au rythme escompté. Le processus décisionnel de création d'une filiale export vient cependant limiter ce risque.
 - *Risques clients*
Au 31 mars 2006, les 20 premiers clients représentaient moins de la moitié du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Le Groupe réduit son exposition à ce risque en diversifiant sa clientèle, notamment à l'export, et en élargissant sa gamme de produits.
- *Les risques juridiques (paragraphe 4.3 du Document de Base) et notamment :*
 - *Risques liés à la réglementation*
Les activités du Groupe sont soumises aux dispositions réglementaires applicables aux industries alimentaires. Dans ce cadre, le Groupe s'assure que les produits utilisés sont conformes aux prescriptions de la législation alimentaire et suivent les principes réglementaires suivants : le principe de la liste positive, les allégations nutritionnelles, l'étiquetage, la traçabilité des denrées alimentaires, les bonnes pratiques de fabrication.
- *Les risques financiers (paragraphe 4.4 du Document de Base)*
- *Les risques liés à l'offre (paragraphe 2 de la Note d'Opération)*

E. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE, SALARIES, CONTROLEURS LEGAUX DE LA SOCIETE

• **Membres du Conseil d'administration**

Noms	Fonctions exercées dans la Société
M. Jean-Philippe Girard	Président du Conseil d'administration et Directeur Général
M. Benoît Huvet	Membre du Conseil d'administration et Directeur Général Délégué
SIGEFI, représentée par M. Bertrand Rambaud	Membre du Conseil d'administration
M. Paul Klein	Membre du Conseil d'administration (administrateur indépendant)

- **Salariés** - Le Groupe emploie 134 personnes à la date du présent prospectus.

- **Contrôleurs légaux des comptes** - *Commissaires aux comptes titulaires :*
- EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT
S.E.C.C.
- *Commissaires aux comptes suppléants :*
- Monsieur Christian Dumont
Mademoiselle Stéphanie Lagache

F. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

• Principaux actionnaires

A la date du présent prospectus, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

	Nombre d'actions	% du capital	% droits de vote
Société Mobago *	3 462 720	91.93%	91.93%
Société Vadrilette **	188 480	5.00%	5.00%
Autres	115 520	3.07%	3.07%
Total	3 766 720	100.00%	100.00%

* Mobago est une holding qui a pour seule activité la détention des titres de la Société. Elle est détenue majoritairement par ACG qui est détenue à 100% par Jean-Philippe Girard.

** Vadrilette est une holding de participations sans activité opérationnelle. Elle est détenue à 100% par Benoît Huvet.

• Opérations avec des apparentés

- Avec la société civile immobilière GIMY (Jean-Philippe Girard) :
 - contrat de location des bureaux commerciaux à Paris moyennant un loyer mensuel de 4.400 € H.T.
- Avec la société civile immobilière JULLENSIAD (Benoît Huvet) :
 - contrat de location d'un appartement à usage d'habitation à Dijon moyennant un loyer mensuel de 500 € H.T.
 - contrat de location des bureaux commerciaux à Rambouillet moyennant un loyer mensuel de 1.100 € H.T.
- Avec ACG (Jean-Philippe Girard) :
 - ACG a une activité d'holding d'animation. A ce titre, elle assure au profit de la Société ainsi que de ses autres filiales les prestations suivantes : animation de groupe, stratégie, conseils en développement. La rémunération versée par la Société à ACG au titre de ses prestations s'élève à 1,2% du chiffre d'affaires de la Société.
- Avec la société civile immobilière LAPOGE (Jean-Philippe Girard) :
 - contrat de sous location avec la Société des locaux situés à Quétigny : 45.603 € HT au titre de l'exercice.
- Avec Eurogerm Overseas (Jean-Philippe Girard) :
 - En contrepartie de son activité de commercialisation pour les zones du Portugal et de l'Amérique du Sud, la filiale Eurogerm Overseas est rémunérée à hauteur d'un pourcentage de la marge brute réalisée par la Société mère sur les produits commercialisés par Eurogerm Overseas.

G. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

G1. CAPITAL SOCIAL

A la date du présent prospectus, le capital social est fixé à 376.672 euros, divisé en 3 766 720 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro.

G2. ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS

La Société est une société anonyme à conseil d'administration. Les statuts de la Société actuellement en vigueur ont été déposés au greffe du Tribunal de commerce de Dijon.

G3. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires peut être consulté au siège de la Société.

G4. MISE A DISPOSITION DU PROSPECTUS

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais au siège de la Société, sur son site Internet (<http://www.eurogerm.com>) et sur celui de l'Autorité des marchés financiers (<http://www.amf-france.org>).

NOTE D'OPERATION

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Monsieur Jean-Philippe GIRARD, Président Directeur Général de la Société.

1.2. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus. »

Jean-Philippe GIRARD
Président Directeur Général de la Société

1.3. ENGAGEMENTS D'EUROGERM

Conformément aux règles d'Alternext, la Société s'engage :

1) à assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site d'Alternext en français ainsi qu'en anglais le cas échéant dans les conditions définies ci-après, des informations suivantes :

- dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice un rapport annuel comprenant ses états financiers, consolidés le cas échéant, dûment certifiés ainsi qu'un rapport de gestion (article 4.2 des règles d'Alternext) ;
- dans les quatre mois après la fin du 2ème trimestre, un rapport semestriel (article 4.2 des règles d'Alternext) ;
- sans délai, la convocation aux assemblées générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4 des règles d'Alternext) ;

2) à rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et d'autres exigences liées à une situation d'appel public à l'épargne en France) :

- toute information précise le concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information (article 4.3 des règles d'Alternext) ;
- tout franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participations représentant 50 % ou 95 % du capital ou des droits de vote. Cette publication est faite dans un délai de 5 jours de bourse suivant celui où la Société en a connaissance ;
- les déclarations des dirigeants regardant leurs cessions de titres.

La Société s'engage à assurer également sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel elle procèdera.

Par ailleurs, la Société s'engage à respecter ses obligations conformément au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et notamment, celles relatives à :

- l'information permanente (articles 221-1 à 222-11 du Règlement général) ;
- la diffusion du rapport sur le contrôle interne (articles 221-6 à 221-8 du Règlement général) ;
- la diffusion du rapport sur les honoraires du commissaire aux comptes (article 221-1-2 du Règlement général) ;
- les déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (articles 222-14 et 222-15 du Règlement général).

1.4. ATTESTATION DU LISTING SPONSOR

« SODICA, Listing Sponsor, confirme avoir effectué, en vue de l'admission des actions de la société Eurogerm sur le marché Alternext d'Euronext Paris, les diligences professionnelles d'usage.

Ces diligences ont notamment pris la forme de la vérification des documents produits par Eurogerm ainsi que d'entretiens avec des membres de sa direction et de son personnel, conformément au code professionnel élaboré conjointement par la Fédération Française de Banques et l'Association Française des Entreprises d'Investissement et au schéma-type d'Euronext Paris S.A. pour Alternext.

SODICA atteste, conformément à l'article 212-16 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et aux règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont révélé dans le contenu du prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par Eurogerm à SODICA, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de SODICA de souscrire aux titres de Eurogerm ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par Eurogerm ou ses commissaires aux comptes.

SODICA, en sa qualité de Listing Sponsor, a examiné les relations entre la société ACG et Eurogerm telles que décrites dans le paragraphe 16.2 du Document de Base et atteste que la mise en application des conventions entre ces sociétés n'est pas de nature à remettre en cause les intérêts des actionnaires minoritaires de la société Eurogerm. Sur la base de ce qui précède, il apparaît que le montant des prestations facturées par ACG à Eurogerm est cohérent. »

SODICA
Listing sponsor

1.5. RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET CONTACT INVESTISSEURS

Monsieur Jean-Philippe Girard,
Président Directeur Général d'Eurogerm
Siège social : Parc d'activités du Bois Guillaume - 2, rue Champ Doré, 21850 Saint Apollinaire
Téléphone : + 33 (0)3 80 73 07 77
Email : investisseurs@eurogerm.com

2. FACTEURS DE RISQUES LIES A L'OFFRE

Les renseignements concernant les facteurs de risques que la Société a identifiés à la date du présent prospectus figurent au chapitre 4 du Document de Base de la Société enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 19 février 2007 sous le numéro I.07-010 (le « **Document de Base** »).

En outre, les facteurs de risques ci-dessous liés à l'Offre doivent être pris en compte. Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération l'ensemble de ces facteurs de risques avant de prendre leur décision d'investissement. Ces risques, ou l'un de ces risques ou d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les objectifs et perspectives du Groupe ou le cours de ses actions. Dans un tel cas, les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

2.1. ABSENCE DE MARCHE DES ACTIONS DE LA SOCIETE PREALABLEMENT A L'INTRODUCTION EN BOURSE.

Il n'existe pas de marché public des actions de la Société préalablement à leur admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris. Le Prix de l'Offre sera déterminé par la Société, les Actionnaires Cédants, et le Chef de File – Teneur de Livre sur la base notamment, des conditions de marché et des conditions économiques prévalant alors, des résultats et revenus estimés de la Société, de la valeur estimée des sociétés comparables, et des indications d'intérêt exprimées par les investisseurs potentiels pendant la période d'ouverture de l'Offre.

En l'absence de marché public des actions de la Société préalablement à leur admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris, aucune assurance ne peut être donnée quant au fait que le Prix de l'Offre reflètera correctement le cours observé lors des premières négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris, ni quant à l'établissement d'un marché liquide des actions de la Société, une fois celles-ci cotées sur ce marché. Si un marché liquide des actions de la Société ne se développait pas, le cours de l'action pourrait en être affecté.

2.2. LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE POURRAIT CONNAITRE DES VARIATIONS SIGNIFICATIVES.

Le cours des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris est susceptible d'être affecté de manière significative par des événements tels que des variations du résultat de la Société, une évolution des conditions de marché propres à son secteur d'activité, ou l'annonce d'innovations technologiques, le lancement de nouveaux produits ou l'amélioration de certains services, par la Société ou ses principaux concurrents.

De plus, les marchés boursiers ont connu des variations de cours significatives au cours des dernières années, qui souvent ne reflétaient pas les performances opérationnelles des entreprises cotées. Les fluctuations des marchés boursiers ainsi que du contexte économique, peuvent affecter de façon significative le cours des actions de la Société.

2.3. ADMISSION DES TITRES A LA COTE D'UN MARCHE NON REGLEMENTE

Alternext ne constitue pas un marché réglementé. L'actionnaire ne pourra donc bénéficier des garanties correspondantes.

En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.3 et 4.9 de la présente note d'opération et la nature de l'Offre (opération réalisée par appel public à l'épargne) entraîne pour la Société des obligations d'informations spécifiques.

2.4. CESSIONS D'ACTIONS SUSCEPTIBLES D'INTERVENIR A L'ISSUE DE L'ENGAGEMENT DE CONSERVATION SOUSCRIT PAR LES ACTIONNAIRES EXISTANTS QUI POURRAIT AVOIR UN IMPACT DEFAVORABLE SUR LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Les actionnaires de la Société (voir détail au paragraphe 7.3 de la présente note d'opération) se sont engagés à la date de la présente note d'opération pendant une période de 180 jours à compter de la date de règlement-livraison des Actions Offertes dans le cadre de l'Offre, à ne pas offrir, céder ou transférer de quelque manière que ce soit les actions de la Société qu'ils détiennent. Ces engagements portent sur la totalité des actions détenues par ces personnes à l'issue du placement. La société Mobago s'est engagée en outre à la date de la présente note d'opération pendant une période de 180 jours supplémentaires (soit 360 jours) à compter de la date de règlement-livraison des Actions Offertes dans le cadre de l'Offre à ne pas réduire sa participation au capital de la Société en dessous de 51% du capital et des droits de vote de la Société. Passé ces périodes de blocage, la cession d'un nombre significatif d'actions par un ou plusieurs actionnaires de la Société est susceptible d'avoir un impact sur le cours de l'action.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

La Société atteste que, de son point de vue, et avant prise en compte du produit de l'augmentation de capital décrite dans le présent prospectus, le fonds de roulement net consolidé du Groupe est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du prospectus.

3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

Conformément aux recommandations du *Committee of European Securities Regulators* (CESR 05.054B paragraphe 127), le tableau ci-dessous présente la situation des capitaux propres (hors résultat) et de l'endettement de la Société, au 31 décembre 2006 selon le référentiel comptable adopté par la Société au 31 mars 2006.

(En milliers d'euros)	31 décembre 2006 (non audité)
<u>1. Capitaux propres et endettement</u>	
Total des dettes à court terme	394
- garanties	20
- privilégiées	0
- non garanties / non privilégiées	374
Total des dettes à moyen et long terme	
(hors partie à moins d'un an des dettes à moyen et long terme)	1 484
- garanties	226
- privilégiées	0
- non garanties / non privilégiées	1 258
Capitaux propres part du Groupe (hors résultat de l'exercice)	10 056
Capital social	377
Primes	1 024
Réserves consolidées	8 655
<u>2. Analyse de l'endettement financier net</u>	
A. Trésorerie	1 578
B. Instruments équivalents	
C. Titres de placement	2 128
D. Liquidités (A+B+C)	3 706
E. Créances financières à court terme	
F. Dettes bancaires à court terme	1
G. Parts à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	380
H. Autres dettes financières à court terme	13
I. Dettes financières à court terme (F+G+H)	394
J. Endettement financier net à court terme (I-E-D)	-3 312
K. Emprunts bancaires à plus d'un an	404
L. Obligations émises	
M. Autres emprunts à plus d'un an	1 080
N. Endettement financier net à moyen et long terme (K+L+M)	1 484
O. Endettement financier net (J+N)	-1 828

Depuis le 31 décembre 2006, aucun changement notable n'est venu affecter le niveau des capitaux propres et la situation de l'endettement du Groupe.

3.3. RESULTATS CONSOLIDES

En milliers d'euros	31/03/2007 (p) (12 mois)	31/03/2006 (12 mois)	31/03/2005 (12 mois)
Chiffre d'affaires	39.000	35.369	30.267
% de croissance	10,3%	16,8%	
Marge brute	18.390	17.087	14.645
% de marge brute	47,2%	48,3%	48,4%
Résultat d'exploitation	4 815	4.365	3.535
% de marge d'exploitation	12,3%	12,3%	11,7%
Résultat net part du groupe	nd	2.915	2.437

3.4. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

A la connaissance de la Société, le Listing Sponsor et le Chef de File – Teneur de Livre ne sont pas, à ce jour, dans une situation présentant un conflit d'intérêt pouvant influencer sensiblement sur l'émission d'actions de la Société.

Le Listing Sponsor et le Chef de File – Teneur de Livre et certains de leurs affiliés pourront rendre, dans le futur, divers services bancaires, d'investissements, commerciaux ou autres à la Société ou à certains de ses actionnaires, dans le cadre desquels ils pourront recevoir une rémunération. Dans cette hypothèse, ils veilleront à prévenir les éventuels conflits d'intérêts qui pourraient survenir.

A l'exception du point mentionné ci-dessus, aucune des personnes physiques et morales participant à l'Offre n'est en situation de conflit d'intérêt.

3.5. RAISON DE L'OFFRE ET UTILISATION PREVUE DU PRODUIT

L'Offre et l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris ont pour objectif de permettre à la Société :

- D'accélérer son développement à l'international,
- De consolider sa position de leader en France,
- D'ouvrir de nouvelles perspectives à ses managers et collaborateurs,
- De densifier ses programmes de recherche, développement et application,
- D'envisager de nouveaux partenariats sur ses marchés à fort potentiel,
- De réaliser des investissements notamment l'extension du site de Saint Apollinaire,
- De pouvoir réaliser des opérations de croissance externe à moyen terme (bien que la Société étudie régulièrement des opportunités de croissance externe, aucun dossier d'acquisition n'est à ce jour programmé).

Le statut de société cotée devrait également permettre à la Société de renforcer sa notoriété.

4. INFORMATION SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES A LA NEGOCIATION

4.1. NATURE, CATEGORIE ET DATE DE JOUISSANCE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS

Les actions de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris est demandée sont :

- la totalité des 3.766.720 actions existantes composant le capital social de la Société à la date de la présente note d'opération d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune, entièrement libérées (les « **Actions Existantes** »),
- un maximum de 645.724 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société en numéraire par voie d'appel public à l'épargne (les « **Actions Nouvelles** »),
- le cas échéant, un maximum de 77.487 actions nouvelles en cas d'exercice de l'Option de Surallocation (telle que définie au point 5.2.5 de la présente note d'opération) (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** »). Cette option pourra être exercée en tout ou partie, en une seule fois, au plus tard le 2 mai 2007.

Les Actions Existantes de la Société sont des actions ordinaires de 0,10 euro de valeur nominale chacune, toutes de même catégorie et intégralement libérées.

Les Actions Nouvelles offertes par la Société dans le cadre de l'OPO et du Placement Global (et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires) seront des actions ordinaires de la Société toutes de même catégorie. Les Actions Nouvelles (et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires) seront assimilables dès leur création aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance au 1^{er} avril 2006 et donneront droit à compter de leur création à toutes les distributions décidées par la Société.

L'admission de la totalité des actions composant le capital social de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris ainsi qu'aux opérations d'Euroclear France a été demandée. Elles seront négociées sous le code ISIN : FR 0010452474 et leur code mnémonique sera ALGEM.

La dénomination du secteur d'activité ICB de la Société est : 3577-Food products.

4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

L'émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires est soumise au droit français.

Les tribunaux compétents en cas de litiges sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Nouveau Code de procédure civile.

4.3. FORME ET MODE D'INSCRIPTION DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des titulaires de ces actions.

Le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte de l'acheteur, conformément aux dispositions de l'article L. 431-2 du Code monétaire et financier. En application des dispositions de l'article L. 211-4 du Code monétaire et financier, les actions de la Société, quelle que soit leur forme, seront dématérialisées et seront, en conséquence, obligatoirement inscrites en comptes tenus, selon le cas, par la Société ou par un intermédiaire habilité.

Les droits des titulaires seront représentés par une inscription à leur nom chez :

- CACEIS Corporate trust, mandaté par la Société, pour les titres inscrit au nominatif pur ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix et CACEIS Corporate trust, mandaté par la Société, pour les titres inscrits au nominatif administré ;
- un intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres au porteur.

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par CACEIS Corporate trust.

La Société a demandé ou demandera l'admission des actions composant son capital social et des actions susceptibles d'être émises dans la cadre de l'Offre aux opérations d'Euroclear France en qualité de dépositaire central et au système de règlement-livraison d'Euroclear France.

4.4. MONNAIE D'EMISSION

L'émission des Actions Nouvelles et le cas échéant, des Actions Nouvelles Supplémentaires sera réalisée en euros.

4.5. DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les Actions Nouvelles, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires seront, dès leur création, soumises à l'ensemble des stipulations des statuts de la Société. En l'état de la législation française à la date du prospectus et des statuts de la Société tels qu'ils entreront en vigueur à la date de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris, les principaux droits attachés aux actions de la Société comprennent notamment les droits suivants :

- ***Droit à dividendes***

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif et dans les bénéfices à une part proportionnelle à la quotité du capital de la Société qu'elle représente.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq ans de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi. Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France.

- ***Droit de vote***

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Par exception et conformément aux dispositions du code de commerce, toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire bénéficieront, à compter de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris, d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent. Ce droit de vote double aura un effet immédiat. Ainsi, tout actionnaire justifiant d'une inscription nominative sur ses actions depuis deux ans au moins à cette date jouira immédiatement d'un droit de vote double sans qu'il lui soit nécessaire d'attendre l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la première cotation.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, lorsque les actions de la Société font l'objet d'un usufruit, le droit de vote attaché à ces actions appartient aux usufruitiers dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales, à condition que l'usufruitier ne soit pas privé du droit de voter les décisions concernant les bénéfices ; dans ce cas, les actionnaires concernés doivent porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social. La Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée se réunissant après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

- ***Droit préférentiel de souscription***

En l'état actuel de la législation française et notamment de l'article L. 225-132 du code de commerce, toute augmentation de capital en numéraire ouvre aux actionnaires, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription d'actions nouvelles.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société qui décide ou autorise une augmentation de capital peut, par application de l'article L. 225-135 du code de commerce, supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette dernière et peut prévoir, ou non, que l'augmentation de capital comporte un délai de priorité de souscription en faveur des actionnaires. Lorsque l'émission est réalisée par appel public à l'épargne sans droit préférentiel de souscription, le prix d'émission doit être fixé dans le respect des dispositions de l'article L. 225-136 du code de commerce.

En outre, l'assemblée générale des actionnaires de la Société qui décide une augmentation de capital peut la réserver à des personnes nommément désignées, ou à des catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées, en application de l'article L. 225-138 du code de commerce, ainsi qu'aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, en application de l'article L. 225-138-1 du code de commerce. A cette fin, elle peut supprimer le droit préférentiel de souscription.

- ***Droit de participation aux bénéfices de la Société***

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L.232-10 et suivants du code de commerce.

- ***Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation***

Chaque action de la Société donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une fraction égale à celle du capital social qu'elle représente, compte tenu, s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, ou libéré et non libéré, sous réserve de la création éventuelle d'actions de préférence.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

- ***Faculté de rachat – clause de conversion***

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions.

- ***Identification des porteurs de titres***

La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions légales prévues en matière d'identification des actionnaires et d'identification des titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires, conformément aux articles L.228-1 et L.228-2 du Code de commerce.

4.6. AUTORISATIONS

4.6.1. Assemblée générale des actionnaires de la Société ayant autorisé l'émission et l'admission des valeurs mobilières

L'émission des Actions Nouvelles, et le cas échéant des Actions Nouvelles Supplémentaires, a été autorisée par la seizième et dix-septième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société du 2 février 2007, dont le texte est reproduit ci-après :

Délégation de compétence conférer au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires par appel public à l'épargne, dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext :

Sous condition suspensive de la décision d'Euronext Paris S.A. d'admettre les actions de la Société aux négociations sur le marché organisé Alternext, l'assemblée générale :

1. « a délégué sa compétence au Conseil d'administration conformément aux dispositions des L.225-129-2, L.225-135 et L.225-136 et suivants du Code de commerce, à l'effet de procéder à une augmentation de capital (l'« Augmentation de Capital »), en numéraire, dans la proportion et la période qu'il décidera, en faisant appel public à l'épargne, par émission d'actions ordinaires nouvelles avec suppression du droit préférentiel des actionnaires, sans indication de bénéficiaires et selon les modalités définies ci-dessous ;
2. a décidé que la présente délégation de compétence est conférée au Conseil d'administration pour une durée allant jusqu'à la date de règlement-livraison des actions à émettre lors de l'introduction des actions de la Société sur le marché Alternext by Euronext ;
3. a fixé le plafond maximal du montant nominal de l'Augmentation de Capital à la somme de 300.000 euros, par émission d'un nombre maximum de 3.000.000 actions de valeur nominale de 0,10 euro, étant précisé que le montant de cette Augmentation de Capital s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la Vingt-Troisième Résolution de la présente Assemblée Générale ;

4. *a décidé, pour cette Augmentation de Capital, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, prévu par l'article L.225-132 du Code de commerce, sans indication de bénéficiaires et, donc de faire appel public à l'épargne ;*
5. *a décidé que le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration à l'issue de la période de placement et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « construction d'un livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place ;*
6. *a décidé que les actions ordinaires nouvelles émises au titre de l'Augmentation de Capital seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. Elles porteront jouissance au premier jour de l'exercice au cours duquel elles auront été souscrites ;*
7. *a décidé que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre ou non la présente délégation dans les conditions légales ainsi que dans les limites et conditions ci-dessus précisées, à l'effet notamment de :*
 - *décider l'Augmentation de Capital faisant l'objet de la présente délégation de compétence ;*
 - *en arrêter le montant, les modalités et conditions et notamment de fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, et de recueillir les souscriptions ;*
 - *décider, dans l'hypothèse où les souscriptions n'auraient pas absorbé la totalité de l'émission, de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues sous condition que celui-ci atteigne au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;*
 - *à sa seule initiative, imputer les frais de l'Augmentation de Capital sur le montant de la prime qui y est afférente et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après augmentation ;*
 - *fixer, et procéder à tous ajustements, afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société ;*
 - *constater la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;*
 - *d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.*

Les modalités définitives de l'opération feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article L.225-129-5 du Code de Commerce, que le Conseil d'administration établira au moment où il fera usage de la délégation de compétence à lui conférée par la présente Assemblée. Les Commissaires aux comptes établiront également un rapport complémentaire à cette occasion. »

Autorisation à conférer au Conseil d'Administration d'augmenter le nombre d'actions ordinaires émises dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext, en cas de demande excédentaire

L'assemblée générale conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce :

1. *« a autorisé le Conseil d'Administration, dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext, à augmenter en cas de demande excédentaire le nombre d'actions nouvelles émises et à procéder à l'émission correspondante au même prix que celui retenu pour l'Augmentation de Capital visée à la Seizième Résolution qui précède, et dans la limite d'un plafond de 15 % de l'émission initiale, conformément aux dispositions de l'article 155-4 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 ;*
2. *a décidé que le montant nominal de l'émission correspondante s'imputera sur le montant du plafond global, prévu à la Vingt-Troisième Résolution ;*
3. *a décidé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente jours de la clôture de la souscription de l'Augmentation de Capital visée à la Seizième Résolution qui précède ; si le Conseil d'administration n'en a pas fait usage dans ce délai de 30 jours, elle sera considérée comme caduque. »*

4.6.2. Conseil d'administration ayant décidé l'émission

Le Conseil d'administration de la Société, dans sa séance du 20 mars 2007, constatant la libération intégrale du capital social s'élevant à ce jour à 376.672 euros, et statuant en vertu des délégations de compétence en matière d'augmentation de capital qui lui ont été consenties par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société qui s'est réunie le 2 février 2007 a approuvé le principe d'une augmentation de capital en numéraire par appel public à l'épargne, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission de 645.724 Actions Nouvelles d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune à un prix compris dans une fourchette indicative de 16,73 euros à 19,11 euros.

Les modalités définitives de l'augmentation de capital, notamment son montant définitif et le prix d'émission, seront arrêtées par le Conseil d'Administration de la Société lors de la réunion qui devrait se tenir le 3 avril 2007.

4.7. DATES PREVUES D'EMISSION ET DE REGLEMENT-LIVRAISON

Les Actions Nouvelles seront émises à la date du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 10 avril 2007 et après établissement du certificat de dépôt des fonds.

4.8. RESTRICTION A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

A la date de leur première négociation prévue le 11 avril 2007, les Actions Nouvelles ou Existantes sont et seront librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires.

Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital social de la Société.

On se reportera toutefois au paragraphe 7.3 du présent prospectus pour une description des engagements et des restrictions d'émission ou de cession pris par la Société et certains de ses actionnaires.

4.9. REGLEMENTATIONS FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES

4.9.1. Garantie de cours

Aux termes de la réglementation française, un projet de garantie de cours visant la totalité du capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote de la Société doit être déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers lorsqu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce (ci-après l'« Initiateur »), acquerrait ou conviendrait d'acquérir, directement ou par l'intermédiaire d'une ou plusieurs sociétés que l'Initiateur contrôlerait ou dont il viendrait à prendre le contrôle au sens de l'article L.233-3 I et II du Code de commerce, un bloc de titres lui conférant compte tenu des titres ou des droits de vote qu'il détient déjà, la majorité du capital ou des droits de vote de la Société, l'Initiateur devra proposer à tous les autres actionnaires d'acquérir toutes les actions qu'ils détiennent respectivement au jour du franchissement du seuil susmentionné (article 235-4 du Règlement général de l'AMF, livre II).

4.9.2. Retrait obligatoire

La procédure de retrait obligatoire n'est pas applicable sur le marché Alternext d'Euronext Paris SA.

4.9.3. Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours

Sans objet.

4.10. REGIME FISCAL DES ACTIONS

Le régime fiscal des actions de la Société en l'état actuel de la législation française est décrit ci-après. Le régime pourrait toutefois être modifié par de prochaines évolutions législatives ou réglementaires que les investisseurs devront suivre avec leur conseiller fiscal habituel.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un résumé du régime fiscal applicable et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

Les non résidents fiscaux français doivent par ailleurs se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence, sous réserve de l'application d'une convention fiscale internationale signée entre la France et cet Etat.

4.10.1. Résidents fiscaux français

Personnes physiques détenant des titres dans leur patrimoine privé et ne réalisant pas d'opérations de bourse à titre habituel

- *Dividendes*

Les distributions reçues depuis 2006 bénéficient, pour le calcul de l'impôt sur le revenu, d'une réfaction non plafonnée de 40% de leur montant. Les distributions ne sont donc retenues pour le calcul de l'impôt sur le revenu qu'à hauteur de 60% de leur montant.

Les dividendes sont soumis :

- à l'impôt sur le revenu au barème progressif (sous réserve de l'abattement précité ; voir également les précisions ci-après) ;
- à la contribution sociale généralisée ("CSG") au taux de 8,2%, dont 5,8% sont déductibles du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de l'année de paiement de la CSG ;
- au prélèvement social de 2%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ;
- à la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ; et
- à la contribution additionnelle pour le remboursement de la dette sociale ("CRDS") au taux de 0,5%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu.

Pour la détermination de l'impôt sur le revenu, il est précisé que :

- les dividendes bénéficient d'un abattement annuel et global de 3 050 euros pour les couples mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil et de 1 525 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et imposées séparément. Pour ces dividendes, l'abattement général de 40% s'applique avant l'abattement de 1 525 euros ou de 3 050 euros ; et
- les dividendes bénéficient d'un crédit d'impôt, égal à 50% du montant, avant application de la réduction de 40% et de l'abattement de 1 525 euros ou de 3 050 euros, des dividendes perçus et plafonné annuellement à 230 euros pour les couples mariés soumis à une imposition commune ainsi que pour les partenaires d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil et à 115 euros pour les personnes célibataires, divorcées, veuves ou mariées et imposées séparément.
- Le crédit d'impôt de 50% plafonné attaché aux dividendes versés à compter du 1^{er} janvier 2006 est imputable sur le montant global de l'impôt sur le revenu à payer au titre de l'année de perception du dividende et est remboursable en cas d'excédent (sauf s'il est inférieur à 8 euros). Le crédit d'impôt s'applique après imputation des réductions d'impôt, des autres crédits d'impôt et des prélèvements et retenues non libératoires.

Pour l'application des prélèvements sociaux (CSG, prélèvement social, contribution additionnelle et CRDS), il est précisé que, les dividendes sont soumis aux dits prélèvements avant l'application de la réduction non plafonnée de 40% et de l'abattement annuel et global de 1 525 euros ou de 3 050 euros, mais après déduction des dépenses engagées par le contribuable en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu.

- *Plus-values*

En application de l'article 150-0 A du Code général des impôts, les plus-values réalisées par les personnes physiques à raison des cessions à titre onéreux d'actions ou de droits démembrés portant sur celles-ci sont imposables, dès le premier euro, à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux, au taux global de 27% si le montant brut (c'est à dire avant déduction des frais) global des cessions de valeurs mobilières et autres droits ou titres visés à l'article 150-0 A du Code général des impôts (hors cessions bénéficiant d'un sursis d'imposition ou cessions exonérées de titres détenus dans le cadre d'un plan d'épargne en actions) réalisées au cours de l'année civile excède, par foyer fiscal, un seuil actuellement fixé à 20 000 euros à compter de l'imposition des revenus de 2007. Ce seuil sera revalorisé chaque année en fonction de l'évolution des tranches du barème de l'impôt sur le revenu.

Pour les cessions réalisées depuis 2006, les plus-values (ou moins-values) peuvent bénéficier d'un abattement pour durée de détention, d'un tiers par année de détention des titres au-delà de la cinquième année, d'où une exonération totale de la plus-value au-delà de huit ans.

Cet abattement a vocation à s'appliquer à l'ensemble des gains nets constatés lors de la cession à titre onéreux d'actions ou de parts de sociétés passibles d' l'IS ou de droits démembrés portant sur de tels titres. La société doit avoir son siège dans un Etat de l'Union Européenne et avoir exercée, de façon continue au cours des cinq années précédant la cession, une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier ou avoir eu pour objet exclusif de détenir des participations dans des sociétés exerçant l'une de ces activités (société holding).

A noter cependant, sous réserve du dispositif transitoire applicable aux dirigeants de PME qui cèdent leurs titres au moment de leur départ en retraite, que dès lors que le délai ne commence à courir qu'à compter du 1^{er} janvier 2006, cet abattement ne concernera en pratique que les cessions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2012 et l'exonération ne pourra être totale qu'à compter de 2014.

Le taux global de 27% se décompose comme suit :

- l'impôt sur le revenu au taux proportionnel de 16% ;
- la CSG au taux de 8,2%, intégralement non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ;
- le prélèvement social de 2%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu ; et
- la CRDS au taux de 0,5%, non déductible de la base de l'impôt sur le revenu.

Les moins-values éventuelles peuvent être imputées sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de cession ou des dix années suivantes (pour les pertes subies à compter du 1^{er} janvier 2002), à condition que le seuil de cession visé ci-dessus ait été dépassé l'année de réalisation de la moins-value.

- *Régime spécial des Plans d'épargne en actions ("PEA")*

Les actions de la Société pourront être souscrites ou acquises dans le cadre d'un plan d'épargne en actions (le « PEA ») institué par la loi n°92-666 du 16 juillet 1992.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit pendant sa durée à une exonération d'impôt sur le revenu à raison des dividendes et des plus-values nettes générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces produits et plus-values soient réinvestis dans le PEA pendant cinq ans à compter du premier versement au plan

Certains événements ne remettent cependant pas en cause l'exonération prévue pour les sommes placées et n'entraînent pas la clôture anticipée du plan : retrait anticipé de fonds investis dans un PEA pour être affectés à la création ou à la reprise d'une entreprise dans les trois mois (article 31 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique), décès du titulaire du PEA, rattachement à un autre foyer fiscal d'un invalide titulaire d'un PEA ou au transfert du domicile du titulaire à l'étranger.

Le tableau ci-dessous résume les différents impôts applicables au 1^{er} janvier 2007 en fonction de la date de clôture du PEA :

Durée de vie du PEA	Prélèvement social⁽¹⁾	CSG	CRDS	I.R.	Total
Inférieure à 2 ans	2,3%	8,2%	0,5%	22,5%	33,5% ⁽²⁾⁽³⁾
Comprise entre 2 et 5 ans	2,3%	8,2%	0,5%	16,0%	27,0% ⁽²⁾⁽³⁾
Supérieure à 5 ans	2,3%	8,2%	0,5%	0,0%	11,0% ⁽³⁾

⁽¹⁾ Contribution additionnelle de 0,3% incluse.

⁽²⁾ Ce taux est appliqué sur l'intégralité des gains si le seuil annuel de cession de valeurs mobilières et droits sociaux par le foyer fiscal, précité (fixé à 20 000 euros pour les cessions intervenant en 2007), est dépassé. Pour l'appréciation du seuil d'imposition, la valeur liquidative du PEA ou la valeur de rachat pour un contrat de capitalisation, est ajoutée au montant des cessions de titres réalisées en dehors du plan au cours de la même année.

⁽³⁾ Le montant de la CSG, de la CRDS et du prélèvement social (contribution additionnelle incluse) varie en fonction de la date à laquelle les gains sont réalisés :

- fraction des gains acquise jusqu'au 31 décembre 1997 : entre 0 et 3,9% ;
- fraction des gains acquise entre le 1^{er} janvier 1998 et le 30 juin 2004 : 10% ;
- fraction des gains acquise entre le 1^{er} juillet 2004 et le 31 décembre 2004 : 10,3% ;
- fraction des gains acquise à compter du 1^{er} janvier 2005 : 11%.

Les dividendes perçus dans le cadre d'un PEA ouvrent droit au crédit d'impôt égal à 50% du dividende et plafonné à 115 euros ou 230 euros selon la situation de famille du bénéficiaire tel qu'indiqué ci-dessus. Ce crédit d'impôt ne sera pas versé dans le PEA mais sera imputable, dans les mêmes conditions que le crédit d'impôt attaché aux dividendes perçus au titre d'actions détenues hors du cadre du PEA, sur le montant global de l'impôt sur le revenu dû par le contribuable au titre de l'année au cours de laquelle les dividendes seront perçus, après imputation des autres réductions et crédits d'impôt et des prélèvements et retenues non libératoires. L'excédent est restituable (sauf s'il est inférieur à 8 euros).

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre d'un PEA ne sont imputables que sur des plus-values réalisées dans ce même cadre (article 150-0 D 11 du Code général des impôts). Des exceptions sont cependant prévues (i) en cas de clôture anticipée du PEA avant l'expiration de la cinquième année à compter du premier versement et (ii) en cas de clôture du PEA après la cinquième année depuis le premier versement lorsque la valeur liquidative du PEA (ou la valeur de rachat du contrat de capitalisation) à la date de retrait est inférieure au montant des versements effectués sur le PEA depuis le premier versement (sans tenir compte de ceux afférents aux retraits ou rachats n'ayant pas entraîné la clôture du PEA), et à condition que, à la date de clôture du PEA, les titres y figurant aient été cédés en totalité (ou que le contrat de capitalisation ait fait l'objet d'un rachat total). Dans ces deux hypothèses, les pertes éventuellement constatées à cette occasion sont imputables sur les gains de cession de titres hors PEA réalisés au cours de la même année ou des dix années suivantes, à condition que le seuil annuel de cession de valeurs mobilières précité (apprécié par foyer fiscal et fixé à 20 000 euros pour les cessions réalisées en 2007) soit dépassé l'année de réalisation de la moins-value. Pour l'appréciation du dépassement du seuil d'imposition, la valeur liquidative du PEA ou la valeur de rachat du contrat de capitalisation est ajoutée au montant des cessions réalisées hors du PEA au cours de la même année.

- *Impôt de solidarité sur la fortune*

Sous réserve des conventions fiscales internationales éventuellement applicables, les actions de la Société détenues par les personnes physiques dans le cadre de leur patrimoine privé seront, le cas échéant, comprises dans leur patrimoine imposable, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

- *Droits de succession et de donation*

Sous réserve des dispositions des conventions internationales éventuellement applicables, les actions de la Société acquises par les personnes physiques résidentes de France par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France (i) sans réserve si le défunt ou donateur était domicilié en France à la date de la transmission, (ii) sous réserve que le bénéficiaire (héritier ou légataire) ait été domicilié en France pendant au moins six ans au cours des dix dernières années précédant la transmission dans les autres cas.

Personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés

- *Dividendes*

Personnes morales n'ayant pas la qualité de société mère en France

Les personnes morales françaises qui détiennent moins de 5% du capital de la Société n'ont pas la qualité de société mère pour l'application du régime prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts.

Les dividendes perçus par ces sociétés sont imposables dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux normal de l'impôt sur les sociétés actuellement égal à 33,1/3%, majoré le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3% (article 235 ter ZC du Code général des impôts) qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés, diminué d'un abattement de 763 000 euros par période de douze mois.

Certaines personnes morales sont susceptibles, dans les conditions des articles 219-I-b et 235 ter ZC du Code général des impôts, de bénéficier d'une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 15% et d'une exonération de la contribution sociale de 3,3%.

Personnes morales ayant la qualité de société mère en France

Conformément aux dispositions des articles 145 et 216 du Code général des impôts, les personnes morales françaises détenant au moins 5% du capital de la Société peuvent bénéficier, sous certaines conditions, du régime des sociétés mères en vertu duquel les dividendes perçus par la société mère ne sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés, à l'exception d'une quote-part de ces dividendes représentative des frais et charges supportés par cette société ; cette quote-part est égale à 5% du montant desdits dividendes sans pouvoir toutefois excéder pour chaque période d'imposition le montant total des frais et charges de toute nature exposés par la société mère au cours de l'exercice considéré.

- *Plus-values*

Les plus-values réalisées et moins-values subies lors de la cession des actions de la Société sont incluses dans le résultat soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun, c'est-à-dire en principe au taux actuel de l'impôt sur les sociétés de 33,1/3% majoré le cas échéant, de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3% qui s'applique au montant de l'impôt sur les sociétés diminué d'un abattement qui ne peut excéder 763 000 euros par période de douze mois (article 235 ter ZC du Code général des impôts).

En application des dispositions de l'article 219-I a *quinquies* du Code général des impôts, peuvent être exonérées de toute imposition pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2007, sous réserve de la réintégration, dans le résultat imposable au taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés, d'une quote-part de frais et charges égale à 5% du montant net des plus-values.

En application des dispositions de l'article 219-I a ter du Code général des impôts, sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15% (augmenté le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3%) soit un taux effectif de 15,495%. les plus-values réalisées à raison de la cession des titres exclus du bénéfice des dispositions de l'article 219-I a *quinquies* du Code général des impôts (i.e notamment titres de sociétés à prépondérance immobilière et titres dont le prix de revient est au moins égal à 22 800 000 euros mais représentant moins de 5% au moins du capital de la société émettrice) et détenus depuis une durée d'au moins deux ans à la date de la cession.

Constituent des titres de participation au sens de l'article 219-I a ter du Code général des impôts, les parts ou actions de sociétés revêtant ce caractère au plan comptable, ainsi que, sous certaines conditions, les actions acquises en exécution d'une offre publique d'achat ou d'échange par l'entreprise qui en est l'initiatrice et les titres ouvrant droit au régime des sociétés mères prévu aux articles 145 et 216 du Code général des impôts. Les titres dont le prix de revient est au moins égal à 22 800 000 euros, et qui remplissent les conditions pour bénéficier du régime des sociétés mères et filiales autres que la détention de 5% au moins du capital de la société émettrice sont également présumés constituer des titres de participation si ces titres sont inscrits en comptabilité au compte "titres de participation" ou à une subdivision spéciale d'un autre compte du bilan correspondant à leur qualification comptable.

Les moins-values à long terme subies au titre d'un exercice s'imputent sur les plus-values à long terme réalisées au cours des dix exercices suivants. Les moins-values restant à reporter à l'ouverture du premier exercice ouvert depuis le 1^{er} janvier 2006 peuvent être imputées sur les plus-values à long terme taxées au taux de 15% à l'exception des moins-values afférentes aux titres qui répondent à la définition fiscale actuelle des titres de participation pour lesquelles les possibilités d'imputation ont pris fin au cours des exercices ouverts en 2006. Les sociétés qui disposaient d'une stock de moins-values à long terme reportables ont donc dû ventiler le montant entre le secteur d'imposition à 15% et le secteur exonéré.

4.10.2. Non-Résidents fiscaux français

- *Dividendes*

En vertu du droit interne français, les dividendes distribués par une société dont le siège social est situé en France à ses actionnaires dont le domicile fiscal ou le siège social est situé hors de France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25%.

Toutefois, les actionnaires personnes morales dont le siège de direction effective est situé dans un État membre de la Communauté européenne peuvent, sous les conditions de l'article 119 ter du Code général des impôts, bénéficier d'une exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs, les actionnaires dont le domicile fiscal ou le siège social est situé dans un État lié à la France par une convention fiscale internationale sont susceptibles, sous certaines conditions tenant notamment au respect de la procédure d'octroi des avantages conventionnels, de bénéficier d'une réduction partielle ou totale de la retenue à la source.

Les actionnaires personnes physiques ont droit, sous déduction de la retenue à la source applicable, au remboursement du crédit d'impôt de 50% plafonné attaché au dividende décrit ci-dessus au paragraphe 4.10.1, si la convention fiscale internationale conclue entre la France et l'État de leur résidence prévoit le transfert de l'avoir fiscal (Instruction 5 I-2-05 du 11 août 2005, n°107 à 112 et Instruction I 2-06 du 12 janvier 2006, annexe 7).

Il appartiendra aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer si de telles dispositions conventionnelles sont susceptibles de s'appliquer à leur cas particulier et d'établir les conséquences, sur leur situation particulière de la souscription ou de l'acquisition d'actions de la Société.

- *Plus-values*

Les plus-values réalisées à l'occasion des cessions à titre onéreux de valeurs mobilières effectuées par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4B du Code général des impôts ou dont le siège social est situé hors de France sont généralement exonérées d'impôt en France, à moins que ces plus-values ne soient rattachables à un établissement stable ou à une base fixe soumise à l'impôt en France, ou à moins que les droits détenus directement ou indirectement par le cédant, avec son groupe familial, dans les bénéfices de la société dont les actions sont cédées aient excédé 25% à un moment quelconque au cours des cinq années précédant la cession. Les plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'une participation excédant ou ayant excédé le seuil de 25% au cours de la période susvisée sont soumises à l'impôt en France au taux proportionnel de 16%, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions d'une convention fiscale internationale.

- *Impôt de solidarité sur la fortune*

Les personnes physiques n'ayant pas leur domicile fiscal en France ne sont pas imposables à l'impôt de solidarité sur la fortune en France au titre de leurs placements financiers. Les titres de participation (c'est-à-dire les titres qui permettent d'exercer une influence dans la société émettrice et, notamment, en principe, les titres représentant 10% au moins du capital de la société émettrice et qui ont été soit souscrits à l'émission, soit conservés pendant au moins 2 ans) ne sont pas considérés comme des placements financiers et sont donc susceptibles d'être soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune, sous réserve de l'application éventuelle des dispositions d'une convention fiscale internationale.

- *Droits de succession et de donation*

Sous réserve des dispositions des conventions internationales éventuellement applicables, les actions de la Société acquises par les personnes physiques résidentes de France par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France (i) sans réserve si le défunt ou donateur était domicilié en France à la date de la transmission, (ii) sous réserve que le bénéficiaire (héritier ou légataire) ait été domicilié en France pendant au moins six ans au cours des dix dernières années précédant la transmission dans les autres cas.

4.10.3. Règles spécifiques à Alternext

- *Impôt de bourse*

Toutes les opérations portant sur des valeurs mobilières émises par des sociétés dont la capitalisation boursière n'excède pas 150 millions d'euros sont exonérées de cet impôt.

- *Sociétés de capital-risque (« SCR »), fonds commun de placement à risques (« FCPR ») et fonds commun de placement dans l'innovation (FCPI »)*

Sous certaines conditions, les SCR sont actuellement exonérées d'impôt sur les sociétés sur les produits et plus-values nettes de leur portefeuille, et les porteurs personnes physiques de parts de FCPR et de FCPI sont exonérés d'impôt sur le revenu sur les produits du portefeuille de ceux-ci ainsi que les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de leurs parts. L'application de ces régimes de faveur est notamment soumise à la condition que le portefeuille de titres comprenne au moins 50 % (60 % pour les FCPI) de titres non admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger émis par des sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté Européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace

Economique Européen hors Liechtenstein, soumise à l'impôt sur les sociétés ou à un impôt équivalent et ayant une activité industrielle ou commerciale pour les SCR/FCPR ou présentant un caractère innovant pour les FCPI.

Sous certaines conditions, les titres admis aux négociations sur un marché (tel que défini plus haut) d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen, tel qu'Alternext, émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros seront également susceptibles d'être pris en compte pour l'appréciation de ces quotas de 50 % ou de 60 % pour les FCPI, dans la limite de 20 % de l'actif des FCPR ou PCPI de la situation nette des SCR.

Dans la mesure où la capitalisation boursière de la Société n'excède pas 150 millions d'euros, les titres de la Société sont susceptibles sous certaines conditions d'être pris en compte dans ces quotas de 50 % / 60 % pour les FCPI.

- Contrats d'assurance-vie investis en actions (article 125-0 A du CGI)

Les produits perçus par des personnes physiques au titre de contrats d'assurance-vie dont l'unité de compte est une part ou une action d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (« OPCVM ») peuvent être exonérés d'impôt sur le revenu (mais pas de prélèvements sociaux) en cas de rachat au-delà d'une durée de 8 ans, si l'actif de l'OPCVM est constitué :

(a) Pour les contrats souscrits avant le 1^{er} janvier 2005 (contrats « DSK »)

- Pour 50 % au moins d'actions et de titres assimilés de sociétés ayant leur siège dans un Etat de l'Espace économique européen hors Liechtenstein ;
- Dont 5 % au moins de titres dits « à risques », c'est-à-dire notamment de parts de FCPR, de FCPI, d'actions de SCR, d'actions ou de parts de sociétés non cotées, ou d'actions de sociétés cotées sur un marché réglementé ou organisé dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros.

(b) Pour les contrats souscrits après le 1^{er} janvier 2005 (contrats « Sarkozy »)

- Pour 30 % au moins d'actions ou titres assimilés de sociétés ayant leur siège dans un Etat de l'Espace Economique Européen hors Liechtenstein,

Et au sein du quota de 30 % :

- Pour 10 % au moins de titres dits « à risques », c'est-à-dire notamment d'actions de sociétés non cotées, ou de sociétés cotées dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros, de parts de FCPR, de FCPI ou d'actions de SCR,
- Et pour 5 % au moins de titres non cotés.

Les titres de la Société, dans la mesure où la capitalisation boursière de celle-ci n'excède pas 150 millions d'euros, sont susceptibles, sous certaines conditions, d'être pris en compte pour l'appréciation des quotas d'investissements de 5 % (pour les contrats DSK) et de 10 % (pour les contrats Sarkozy) mentionnés ci-dessus.

- Réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à l'augmentation de capital

Les contribuables personnes physiques domiciliés fiscalement en France peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 25% des versements, effectués entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2010, au titre de la souscription en numéraire au capital initial ou aux augmentations de capital de sociétés qui remplissent les conditions suivantes :

- a) Les titres de la société ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger ;

- b) La société a son siège social dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale ;
- c) La société est soumise à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si l'activité était exercée en France ;
- d) La société exerce une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, à l'exception de la gestion de son propre patrimoine mobilier ou immobilier ;
- e) La société répond à la définition des petites et moyennes entreprises figurant à l'annexe I au règlement (CE) n° 70/2001 de la Commission, du 12 janvier 2001, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, modifié par le règlement (CE) n° 364/2004 du 25 février 2004.

L'investissement dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles entre dans le champ d'application de l'article 199 terdecies 0A du Code Général des Impôts.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'impôt sont invités à consulter leur conseil fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

4.10.4. Autres situations

Les actionnaires soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-dessus devront s'informer auprès de leur conseiller fiscal habituel du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier.

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1. CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION

5.1.1. Modalités de l'Offre

Préalablement à la première cotation, il est prévu que la diffusion des Actions Offertes dans le public se réalise dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** ») comprenant :

- une offre à prix ouvert auprès du public en France principalement destinée aux personnes physiques (l'« **OPO** »),
- un placement global garanti principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant :
 - un placement public en France,
 - un placement privé international dans certains pays à l'exception notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

Il est précisé que la diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II (« Règles particulières applicables aux marchés réglementés français ») des règles de marché d'Euronext Paris S.A.

La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 321-115 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre total d'Actions Offertes dans le cadre de l'Offre avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation.

Le nombre maximum d'actions initialement offertes dans le cadre de l'Offre (les « **Actions Offertes** ») est de 1.140.860 se composant de 645.724 Actions Nouvelles à émettre et 495.136 actions existantes à céder (les « **Actions Cédées** »).

En cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, le nombre des actions initialement offertes pourra être augmenté d'un maximum de 136.903 actions (les « **Actions Offertes Supplémentaires** ») se composant de 77.487 Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre et 59.416 actions existantes à céder (les « **Actions Cédées Supplémentaires** »).

En cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation, le nombre total d'actions de la Société offertes dans le cadre de l'Offre sera porté à 1.277.763 actions.

Calendrier prévisionnel indicatif

21 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le prospectus.
22 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Communiqué de la Société annonçant l'opération.• Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'Offre.• Ouverture de l'OPO et du Placement Global.
26 mars 2007	<ul style="list-style-type: none">• Publication de la notice légale au Balo.
2 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Clôture de l'OPO et du Placement Global à 17 heures (heure de Paris).
3 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Fixation par le Conseil d'administration du Prix de l'Offre.• Centralisation par Euronext Paris S.A. de l'OPO.• Allocation des actions objet du Placement Global.• Signature du Contrat de Garantie.• Publication par Euronext Paris S.A. de l'avis de résultat de l'Offre.• Diffusion par la Société d'un communiqué de presse indiquant les modalités définitives de l'Offre.• Première cotation sur le marché Alternext d'Euronext Paris.
10 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'Offre.
11 avril 2007	<ul style="list-style-type: none">• Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris.
2 mai 2007	<ul style="list-style-type: none">• Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation.• Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.2. Montant de l'Offre

• *Produit brut de l'Offre*

Sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 17,92 euros par action, le produit brut de l'Offre serait de 20,44 millions d'euros hors exercice de l'Option de Surallocation, et de 22,90 millions d'euros en cas d'exercice intégral de l'Option de Surallocation.

• *Produit brut de l'émission des Actions Nouvelles et le cas échéant des Actions Nouvelles Supplémentaires*

Sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 17,92 euros par action, le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles serait de 11,57 millions d'euros hors souscriptions des Actions Nouvelles Supplémentaires et de 12,96 millions d'euros en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Supplémentaires.

• *Produit brut de la cession des Actions Cédées et le cas échéant des Actions Cédées Supplémentaires*

Sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 17,92 euros par action, le produit brut de la cession des Actions Cédées serait de 8,87 millions d'euros hors souscriptions des Actions Cédées Supplémentaires et de 9,94 millions d'euros en cas de souscription de la totalité des Actions Cédées Supplémentaires.

5.1.3. Procédure et période de souscription

5.1.3.1. Caractéristiques principales de l'OPO

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 22 mars 2007 et prendra fin le 2 avril 2007 à 17 heures (heure de Paris). La date de clôture de l'OPO pourrait, le cas échéant, être modifiée conformément aux indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre d'Actions Offertes avant exercice éventuel de l'Option de Surallocation, soit 114.086 actions.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres de souscription et d'achat

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont principalement les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des Etats partie à l'accord et au protocole de l'Espace Economique Européen : Etats membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein (les « **Etats appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des Etats appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'Etats autres que les Etats appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant à la section 5.2.1 de la présente note d'opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué à la section 5.2.1.2 de la présente note d'opération.

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 2 avril 2007 à 17 heures (heure de Paris).

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext Paris S.A. les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris S.A.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription ou l'acquisition d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir de tels comptes chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II (« Règles particulières applicables aux marchés réglementés français ») des règles d'Euronext, les ordres seront décomposés en fractions d'ordres A1 et fractions d'ordres A2 en fonction du nombre de titres demandés :

- entre 1 et 200 actions inclus, fractions d'ordres A1,
- au-delà de 200 actions, fractions d'ordres A2.

Les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est précisé que :

- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre A ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- s'agissant d'un compte joint, il ne pourra être émis qu'un maximum de deux ordres A ;
- le montant de chaque ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ;

Révocation des ordres

Les ordres reçus dans le cadre de l'OPO seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des stipulations applicables en cas de modification des paramètres de l'Offre (voir paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext Paris S.A. les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext Paris S.A.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2. Un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100% peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis qui devrait être publié par Euronext Paris le 3 avril 2007 et d'un communiqué qui devrait être diffusé par la Société.

Cet avis et ce communiqué préciseront les conditions et le taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

5.1.3.2. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 22 mars 2007 et prendra fin le 2 avril 2007 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Nombre d'actions offertes dans le cadre du Placement Global

1.026.774 actions, soit 90% du nombre des Actions Offertes hors Option de Surallocation.

La Société et les Actionnaires Cédants consentiront au Chef de File – Teneur de Livre une option permettant l'achat au Prix de l'Offre, d'un nombre maximal de 136.903 actions, afin de couvrir d'éventuelles surallocations, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation.

Cette Option de Surallocation pourra être exercée, en tout ou partie, par le Chef de File – Teneur de Livre, pendant une période de 30 jours à partir de la clôture du placement, soit, sur la base du calendrier indicatif des opérations jusqu'au 2 mai 2007 inclus au plus tard.

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels, en France et hors de France (à l'exclusion notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie).

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix. Pour les ordres comportant un prix unitaire par action, seuls les ordres émis à un prix par action supérieur ou égal au prix de vente, exprimé en euros, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1, seront pris en compte dans la procédure d'allocation.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le le Chef de File – Teneur de Livre au plus tard le 2 avril 2007 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle, notamment en fonction de la capacité des souscripteurs à assurer un développement ordonné du marché secondaire des titres après leur admission, la date de réception des ordres, la taille des ordres et la sensibilité au prix des ordres adressés par les souscripteurs.

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un avis qui devrait être publié par Euronext Paris S.A le 3 avril 2007, sauf clôture anticipée.

5.1.4. Révocation de l'Offre

L'Offre pourra être annulée par la Société à tout moment jusqu'à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit le 10 avril 2007 et notamment en cas de résiliation du Contrat de Garantie dans les conditions visées au paragraphe 5.4.3 de la présente note d'opération.

En conséquence, en cas de révocation de l'Offre, le certificat du dépositaire des fonds ne serait pas émis, les ordres de souscription et d'achat, l'Offre, l'augmentation de capital au titre de l'Offre, la cession des actions objet de l'Offre seraient nulles et non avenues et devraient être dénouées de façon rétroactive, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

5.1.5. Réduction des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6. Montant minimum et montant maximum des ordres

Il n'y a pas de montant minimum pour les ordres pouvant être émis dans le cadre de l'OPO. Le montant maximum des ordres pouvant être émis dans le cadre de l'OPO est indiqué au paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération.

Il n'y a ni montant minimum, ni montant maximum pour les ordres pouvant être émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7. Révocation des ordres

Les ordres reçus dans le cadre de l'OPO sont irrévocables même en cas de réduction, sous réserve des dispositions applicables en cas de fixation d'une nouvelle fourchette indicative de prix ou en cas de fixation du prix en dehors de la fourchette indicative de prix visée ci-dessus (voir paragraphe 5.3.2 « Publicité du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre »).

5.1.8. Versement des fonds et modalités de délivrance des actions

Le prix des Actions Offertes, souscrites dans le cadre de l'Offre, devra être versé comptant par les donneurs d'ordre à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit selon le calendrier indicatif le 10 avril 2007. Ces actions seront inscrites en compte à partir de la date de règlement-livraison de l'Offre, soit à partir du 10 avril 2007.

5.1.9. Publication des résultats de l'Offre

Les modalités définitives de l'OPO et du Placement Global feront l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext Paris S.A. qui devraient être publiés au plus tard le 3 avril 2007, sauf clôture anticipée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

5.1.10. Droits préférentiels de souscription

Les augmentations de capital effectuées dans le cadre de l'Offre par émission des Actions Nouvelles seront réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS

5.2.1. Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte – Restrictions de placement

5.2.1.1. Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une OPO principalement destinée aux personnes physiques ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement public en France ;
 - un placement privé international dans certains pays à l'exception notamment des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie;

5.2.1.2. Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion de la présente note d'opération, du Document de Base ou de tout autre document établi dans le cadre de l'Offre, ainsi que l'offre ou la vente des actions de la Société, peuvent faire l'objet d'une réglementation spécifique dans certains pays. Les personnes en possession de la présente note d'opération, du Document de Base ou de tout autre document établi dans le cadre de l'Offre doivent donc s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer.

La présente note d'opération, le Document de Base ou tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne constitue pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre d'achat de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. La présente note d'opération et le Document de Base n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa hors de France.

Toute personne recevant la présente note d'opération, le Document de Base ou tout autre document établi dans le cadre de l'Offre doit s'abstenir de les distribuer ou de les faire parvenir dans des pays dans lesquels une telle distribution pourrait être en contravention avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission de la présente note d'opération, du Document de Base ou de tout autre document établi dans le cadre de l'Offre doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations du présent paragraphe.

Aucune mesure n'a été prise pour permettre une offre publique des actions dans une quelconque juridiction autre que la France.

• ***Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique***

Les actions Eurogerm n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « **Securities Act** ») et ne peuvent être ni offertes ni vendues aux Etats-Unis d'Amérique, sauf dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*. Le Document de Base, la présente note d'opération et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux Etats-Unis d'Amérique.

- ***Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France)***

Les actions Eurogerm n'ont pas été et ne seront pas offertes au public dans les différents Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive 2003/71/CE, dite « Directive Prospectus », préalablement à l'admission des dites actions sur le marché Alternext d'Euronext Paris, à l'exception des opérations réalisées dans ces Etats membres :

- (a) auprès des personnes morales autorisées ou agréées pour opérer sur les marchés financiers ou, à défaut, des personnes morales dont l'objet social consiste exclusivement à investir dans des valeurs mobilières ;
- (b) auprès des personnes morales remplissant au moins deux des trois conditions suivantes :
 - 1) un effectif moyen d'au moins 250 salariés lors du dernier exercice,
 - 2) un bilan social supérieur à 43 000 000 euros, et
 - 3) un chiffre d'affaires annuel net supérieur à 50 000 000 euros, tel qu'indiqué dans les derniers comptes sociaux ou consolidés annuels de la Société, ou
- (c) dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requise au titre des dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins de la présente restriction, la notion d'« offre au public » d'actions Eurogerm dans chacun des Etats membres de l'Espace Economique Européen ayant transposé la Directive Prospectus se définit comme toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'Offre et sur les actions qui seront offertes, de manière à permettre à un investisseur d'acquérir ou de souscrire ces actions. La notion d'« Offre au public » d'actions recouvre également, pour les besoins de la présente restriction, toute transposition de cette notion en droit national par un des Etats membres de l'Espace Economique Européen.

- ***Restrictions d'offre, de souscription et de vente concernant le Canada, l'Australie et le Japon***

Aucune mesure n'a été prise afin d'enregistrer ou de permettre une offre publique des actions Eurogerm aux personnes situées en Australie, au Canada ou au Japon. Par conséquent, la présente note d'opération, le Document de Base, ou tout autre document ou information relatif aux opérations prévues par la présente note d'opération ne peuvent pas être distribués ou transmis dans ces pays. Aucune souscription d'actions ne peut être effectuée par une personne se trouvant en Australie, au Canada ou au Japon.

- ***Restrictions concernant le Royaume-Uni***

Le Chef de File – Teneur de Livre reconnaît et garantit :

- (a) qu'il a respecté et respectera l'ensemble des dispositions du *Financial Services and Markets Act 2000* (le « **FSMA** ») applicables à tout ce qui a été ou qui sera entrepris relativement aux actions de la Société, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- (b) qu'il n'a pas communiqué ou fait communiquer, et ne communiquera ni ne fera communiquer une quelconque invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) reçue par lui et relative à l'émission ou la cession des actions de la Société, sauf dans les circonstances dans lesquelles l'article 21(1) du FSMA ne s'applique pas à la Société.

5.2.2. Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait prendre une souscription de plus de 5%

La Société n'a pas connaissance d'intentions de souscriptions des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque qui entendrait prendre une part du capital supérieure à 5%.

5.2.3. Information pré-allocation

Les informations pré-allocation relatives à la durée de l'Offre et aux modalités de souscription sont décrites au paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération.

5.2.4. Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'OPO, les investisseurs seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs seront informés de leurs allocations par le Chef de File – Teneur de Livre.

5.2.5. Option de Surallocation

La Société et les Actionnaires Cédants consentiront au Chef de File –Teneur de Livre une option de surallocation (l' « **Option de Surallocation** ») permettant de souscrire respectivement un maximum de 77.487 Actions Nouvelles Supplémentaires et 59.416 Actions Cédées Supplémentaires, soit 136.903 Actions Offertes Supplémentaires au Prix de l'Offre.

Cette Option de Surallocation, qui permettra de couvrir d'éventuelles surallocations et de faciliter les opérations de stabilisation, pourra être exercée par le Chef de File – Teneur de Livre en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, jusqu'au 30^{ème} jour calendaire à partir de la clôture du placement, soit à titre indicatif au plus tard le 2 mai 2007.

En cas d'exercice de l'Option de Surallocation, l'information relative à cet exercice et au nombre définitif d'actions offertes et d'actions à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext Paris.

5.3. FIXATION DU PRIX

5.3.1. Méthode de fixation du prix

5.3.1.1. Prix des Actions Offertes

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le Conseil d'administration de la Société le 3 avril 2007, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes. La date de fixation du Prix de l'Offre pourra également être avancée en cas de clôture anticipée de l'OPO et du Placement Global.

Le Prix de l'Offre fixé par le Conseil d'administration de la Société résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre de l'Offre et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ;
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 16,73 euros et 19,11 euros par action, fourchette arrêtée par le Conseil d'administration de la Société lors de sa séance du 20 mars 2007 et qui pourra être modifiée à tout moment jusqu'au 3 avril 2007 (inclus), jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre. **CETTE INFORMATION EST DONNEE A TITRE STRICTEMENT INDICATIF ET NE PREJUGE PAS DU PRIX DEFINITIF DES ACTIONS OFFERTES, QUI POURRA ETRE FIXE EN DEHORS DE CETTE FOURCHETTE.**

5.3.1.2. Eléments d'appréciation de la fourchette indicative de prix

La fourchette de prix proposée dans la présente note d'opération sur décision du Conseil d'administration du 20 mars 2007, fait ressortir une capitalisation de la Société après émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires de 80,46 millions d'euros pour un prix fixé en milieu de fourchette. Cette fourchette de prix est cohérente avec les méthodes de valorisations usuellement employées conformément aux pratiques de marché dans le cadre de projets d'introduction en bourse et applicables à la Société.

Cette fourchette a été déterminée conformément aux pratiques de marché, après un processus au cours duquel a été prise en compte une série de facteurs, et en particulier l'analyse financière indépendante réalisée sur la Société et sa perception par les investisseurs, ainsi que la connaissance par le Chef de File – Teneur de Livre du secteur et de l'état actuel des marchés financiers. La fourchette de prix a été définitivement fixée par la Société et ses actionnaires, à partir des synthèses des informations qui lui ont été fournies à la suite de ce processus par le Chef de File – Teneur de Livre.

A partir de la fourchette de prix proposée, la valorisation qui sera in fine retenue résultera de la méthode de construction du livre d'ordre conformément aux usages professionnels. Dans ce cadre, les investisseurs indiqueront leurs indications de souscription en fonction de la valorisation qu'ils proposeront. Le prix final s'appréciera au regard de l'historique de la Société, des caractéristiques de son secteur d'activité et de ses perspectives de développement.

Pour aboutir à la fourchette proposée, les méthodologies suivantes ont été retenues. Pour chacune de ces méthodologies, une valorisation a été effectuée sur la base des hypothèses de travail établies de façon indépendante par l'analyste financier comme indiqué ci-dessous.

Méthode des multiples de comparables boursiers

Cette méthode vise à comparer la Société à des sociétés cotées présentant des modèles d'activités qui lui sont proches. Il convient de préciser que ces sociétés ont nécessairement des caractéristiques financières et de fonctionnement spécifiques différentes de celles de la Société ce qui constituent une limite à cette approche par comparaison. Le modèle de développement de la Société ne peut donc être directement comparé à celui de ses sociétés.

L'échantillon présenté dans le tableau ci-dessous se compose d'intervenants dans le secteur des ingrédients et/ou de la panification :

- Robertet (France) est une société qui extrait et produit des arômes pour l'industrie agroalimentaire ainsi que des parfums pour la parfumerie,
- Naturex (France) est un acteur majeur dans les métiers de niche que sont l'extraction et la formulation d'extraits végétaux naturels à destination de l'industrie alimentaire, nutraceutique et pharmaceutique,
- Hiestand (Suisse) est un fournisseur leader sur le marché suisse des produits de boulangerie congelés,
- CSM (Pays-Bas) est un leader mondial des ingrédients destinés à la boulangerie ; il comporte également trois autres pôles d'activités, le sucre, les produits biochimiques et la confiserie,
- IAWS Group (Irlande) est un groupe agroalimentaire international spécialisé dans les produits de boulangerie/viennoiserie et pâtisserie, avec comme principaux débouchés les chaînes de restauration rapide et la restauration collective,
- Kerry Group (Irlande) a une activité mineure dans le métier du pain (fabrication de sandwiches) mais le process industriel de sa division ingrédients est comparable à celui de la Société qui consiste à incorporer des ingrédients dans les produits de leurs clients industriels.

Il est précisé que les capitalisations boursières des sociétés reprises dans l'échantillon sont sensiblement supérieures à celle que la Société aura à l'issue de son introduction en bourse, ce qui a pour effet de gêner la comparaison.

Les multiples repris dans ce tableau sont calculés sur la base des capitalisations boursières des sociétés au 19 mars 2007 et des valeurs d'entreprise qui en résultent et des montants d'EBITDA, d'EBIT et de résultat net au 31 décembre 2005 et au 31 décembre 2006.

	Place de cotation	Valeur d'entreprise M€	Capitali- sation M€	EV/EBITDA		EV/EBIT		PE	
				2005	2006(e)	2005	2006(e)	2005	2006(e)
Hiestand	Suisse	530	508	11.8	10.5	18.7	16.4	26.1	23.4
Csm	Amsterdam	2 361	1 768	11.3	10.5	17.6	16.2	21.5	20.2
Iaws Group	Dublin	2 376	2 159	19.4	17.2	25.3	22.7	22.9	20.9
Kerry Group	Dublin	5 094	3 904	10.6	10.5	13.9	13.7	16.5	15.8
Robertet Sa	Eurolist B	247	272	9.3	8.3	10.9	10.7	20.7	18.0
Naturex SA	Eurolist B	184	147	20.9	16.8	28.3	23.6	37.2	28.3
Eurogerm		65.7	67.5	12.7*	nd	15.1*	13.6**	23.2*	nd

* agrégats d'Eurogerm au 31 mars 2006 (réalisés)

** agrégats d'Eurogerm au 31 mars 2007 (estimés)

Source sur les échantillons : infinancials

A titre indicatif, l'application de la méthode des comparables boursiers en utilisant les agrégats d'Eurogerm au 31 mars 2006 (réalisés) et au 31 mars 2007 (estimés) indiquerait les valorisations suivantes :

Multiples d'EBITDA

L'application de la moyenne des multiples d'EBITDA 2005 des sociétés de l'échantillon à l'EBITDA de la Société au 31 mars 2006 (5,2 millions d'euros) conduirait à une valeur de la Société de 61,5 millions d'euros.

Multiples d'EBIT

L'application de la moyenne des multiples d'EBIT 2005 et 2006 des sociétés de l'échantillon à l'EBIT de la Société au 31 mars 2006 (4,4 millions d'euros) et au 31 mars 2007 estimé (4,8 millions d'euros) conduirait respectivement à une valeur de la Société de 85,3 et 84,7 millions d'euros.

Multiples de résultat net

L'application de la moyenne des multiples de résultat net 2005 des sociétés de l'échantillon au résultat net de la Société au 31 mars 2006 (2,9 millions d'euros) conduirait à une valeur de la Société de 70,4 millions d'euros.

Méthode de l'actualisation des flux de trésorerie (DCF)

La méthode de l'actualisation des flux de trésorerie futurs permet de valoriser l'entreprise sur la base de ses flux de trésorerie futurs. Cette méthode est adaptée à la valorisation d'Eurogerm s'agissant d'une société qui évolue sur un secteur en croissance régulière et extériorisant des flux de trésorerie disponibles positifs, après financement des investissements d'exploitation et financement du besoin en fonds de roulement. La mise en œuvre de cette méthode à partir d'hypothèse de travail établies de façon indépendante par un analyste financier est cohérente avec la fourchette de prix proposée dans la présente note d'opération.

Méthodes de valorisation non retenues

En revanche, ont été exclues car jugées non pertinentes les méthodes d'évaluation suivantes : achats et ventes de sociétés comparables ; méthode de l'EVA et dividendes actualisés.

5.3.2. Publicité du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre

Le Prix de l'Offre et les modalités de l'Offre seront portés à la connaissance du public par la diffusion d'un communiqué de presse par la Société et la diffusion d'un avis par Euronext Paris S.A. Ce communiqué et cet avis devraient être diffusés le 3 avril 2007 au plus tard sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre.

En cas de modification de la fourchette indicative de prix, en cas de fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette indicative de prix initiale ou, le cas échéant, modifiée, ou en cas de modification du nombre d'Actions Offertes, les nouvelles modalités de l'Offre telles que déterminées par le Conseil d'Administration de la Société seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis publié par Euronext Paris S.A., d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis financier publié par la Société dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale.

La clôture de l'OPO sera, le cas échéant, reportée de telle sorte que les donneurs d'ordres dans le cadre de cette offre disposent en tout état de cause d'au moins deux jours de bourse à compter de la publication de l'avis financier de la Société visé ci-dessus pour, s'ils le souhaitent, révoquer avant la clôture de l'OPO, les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant cette publication auprès des

établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO. Celle-ci sera mentionnée dans l'avis financier visé ci-dessus.

En cas de report de la date de fixation du Prix de l'Offre, la nouvelle date de clôture du Placement Global et de l'OPO et la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre feront l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris S.A. et d'un communiqué de presse diffusé par la Société au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture initiale envisagée pour l'OPO, et publié dans au moins un journal financier de diffusion nationale.

La date de clôture de l'OPO pourra être avancée (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogée sous réserve de la diffusion d'un avis par Euronext Paris S.A., de la diffusion par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification et de la publication d'un avis financier dans au moins un journal financier de diffusion nationale, au plus tard la veille de la date de clôture initialement prévue. En cas de prorogation de l'Offre, les donneurs d'ordres dans le cadre de l'OPO pourront, s'ils le souhaitent, révoquer avant la nouvelle date de clôture de l'OPO les ordres émis avant la publication de cet avis financier auprès des établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO.

En cas de clôture anticipée du Placement Global, la nouvelle date de fixation du Prix de l'Offre fera l'objet d'un avis diffusé par Euronext Paris S.A. et d'un communiqué de presse diffusé par la Société.

En cas de modification des autres modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente note d'opération, une note complémentaire sera soumise au visa de l'Autorité des marchés financiers. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'Autorité des marchés financiers n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire.

5.3.3. Restriction ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

Les Actions Nouvelles et le cas échéant les Actions Nouvelles Supplémentaires sont émises en vertu des seizième et dix-septième résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 2 février 2007 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et par appel public à l'épargne (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente note d'opération).

5.3.4. Disparité de prix

Non applicable.

5.4. PLACEMENT ET GARANTIE

5.4.1. Coordonnées du Listing Sponsor et du Chef de File – Teneur de Livre

Listing Sponsor

SODICA
100 boulevard du Montparnasse
75014 Paris

Chef de File – Teneur de Livre

Natexis Bleichroeder SA
100, rue de Réaumur
75002 Paris

5.4.2. Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres et du service financier

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier des actions de la Société (paiement des dividendes) seront assurés par :

CACEIS Corporate trust
14 Rue Rouget-de-Lisle
92130 Issy Les Moulineaux

5.4.3. Garantie

Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées feront l'objet d'une garantie de placement par le Chef de File – Teneur de Livre, qui s'engagera à faire souscrire et libérer ou faire acquérir par des investisseurs ou, à défaut, à souscrire et libérer ou acquérir lui-même, directement ou par l'intermédiaire de ses affiliés, les Actions Nouvelles et les Actions Cédées au Prix de l'Offre à la date de règlement-livraison.

Le contrat relatif à cette garantie (le « **Contrat de Garantie** ») devrait être signé le jour de la fixation du Prix de l'Offre (prévue le 3 avril 2007).

Cet engagement ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce.

Le Contrat de Garantie comportera une clause de résiliation usuelle pour ce type de contrat, et pourra être résilié par le Chef de File – Teneur de Livre, jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre (prévue le 10 avril 2007).

En cas de résiliation du contrat de garantie, les ordres de souscription et d'achat, l'Offre, l'augmentation de capital au titre de l'Offre, la cession des actions objet de l'Offre seraient nulles et non avenues et devraient être dénouées de façon rétroactive, tant à raison des Actions Nouvelles que des Actions Cédées, chaque investisseur faisant son affaire personnelle du manque à gagner et des coûts résultant, le cas échéant, d'une telle annulation.

La résiliation du Contrat de Garantie ferait l'objet d'un avis publié par Euronext Paris S.A. et d'un communiqué de presse publié par la Société

5.4.4. Date de réalisation du contrat de garantie

Le Contrat de Garantie devrait être signé le 3 avril 2007 et le règlement-livraison des actions doit avoir lieu le 10 avril 2007.

6. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS ET MODALITES DES NEGOCIATIONS

6.1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

A la date du présent prospectus, les actions de la Société ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé.

L'admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris de l'ensemble des actions de la Société (à savoir les Actions Existantes, les Actions Nouvelles et, le cas échéant, les Actions Nouvelles Supplémentaires), a été demandée. Les conditions d'admission aux négociations des actions objet de l'Offre seront fixées dans un avis d'Euronext. Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché organisé ou réglementé n'a été formulée par la Société.

La première cotation des actions de la Société devrait avoir lieu le 3 avril 2007. Les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 11 avril 2007.

6.2. AUTRES PLACES DE COTATION EXISTANTES

A la date du présent prospectus, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché, réglementé ou non.

6.3. OFFRE CONCOMITANTE D'ACTIONS DE LA SOCIETE

Non applicable.

6.4. CONTRAT DE LIQUIDITE SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

Un contrat de liquidité sera passé entre certains Actionnaires Cédants et le Chef de File – Teneur de Livre, conforme à la charte AFEI, afin de favoriser la liquidité sur le marché secondaire des actions de la Société cotées sur le marché Alternext d'Euronext Paris.

La Société informera le marché des moyens mis en œuvre conformément au contrat de liquidité par un communiqué de presse.

6.5. STABILISATION

Aux termes du Contrat de Garantie et de placement à intervenir, Natexis Bleichroeder en qualité d'établissement stabilisateur pourra éventuellement intervenir aux fins de stabilisation du marché des actions de la Société, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, et notamment (i) du règlement (CE) 2273/03 de la Commission européenne du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (directive dite « abus de marché »), et (ii) des textes pris par les Etats Membres de la Communauté Européenne pour l'application de ce règlement.

Ces interventions sont susceptibles de stabiliser, soutenir ou affecter le cours des actions de la Société. De telles activités, si elles sont mises en œuvre, peuvent être interrompues à tout moment. Elles peuvent être effectuées, dans le cadre de la législation et de la réglementation applicables, sur Alternext d'Euronext Paris, tout marché financier, marché officiel, marché hors cote ou de toute autre manière. Elles pourront être effectuées à compter de la divulgation au public du Prix de l'Offre jusqu'à la date limite d'exercice de l'Option de Surallocation, soit du 3 avril 2007 au 2 mai 2007 (inclus) selon le calendrier indicatif.

Conformément à l'article 10-1 du règlement CE 2273/03 du 22 décembre 2003, les opérations de stabilisation ne pourront être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

Ces interventions seront susceptibles d'affecter le cours des actions et pourront aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait autrement. Le Chef de File – Teneur de Livre pourra effectuer des surallocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Surallocation.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée conformément à l'article 9 du règlement CE 2273/03.

Un contrat de prêt de titres sera conclut à l'effet de stabilisation au plus tard à la date de fixation du Prix de l'Offre entre le Chef de File – Teneur de livre et certains Actionnaires Cédants.

Il est précisé qu'il n'existe aucune certitude, ni engagement que les opérations de stabilisation précitées seront effectivement engagées, étant précisé que si de telles opérations étaient effectivement engagées, elles pourraient être arrêtées à tout moment.

6.6. ACQUISITION PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS

Néant.

7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1. IDENTITE DES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Les actionnaires qui se sont engagés à céder des actions de la Société détiennent à la date du présent prospectus 3 736 000 actions, soit 99,18 % du capital de la Société (les « **Actionnaires Cédants** »). Les Actionnaires Cédants dans le cadre de l'Offre sont les suivants :

Actionnaires Cédants	Fonction / Relation importante avec l'émetteur au cours des trois derniers exercices	Avant l'opération	
		Nombre d'actions	% du capital
Société Mobago	Détenue majoritairement (via ACG) par Jean-Philippe Girard, PDG de la Société	3 462 720	91.93%
Société Vadrillette	Détenue à 100% par Benoît Huvet, Directeur Général Délégué de la Société	188 480	5.00%
Serge Momus	Responsable Grand Export	32 000	0.85%
Société Evold	Détenue à 100% par Jean-Marc et Véronique Lamy (Directeur Financier de la Société)	16 000	0.42%
Olivier Duvernoy	Directeur commercial Meunerie	8 000	0.21%
Douglas Gilman	Co-gérant de EG Overseas	8 000	0.21%
Frédéric Vautrin	Directeur Laboratoire	4 800	0.13%
Gilles Brottin	Directeur Commercial Panification	4 800	0.13%
Amadou Seck	Co-gérant de EG Sénégal	4 800	0.13%
Jean-Marc Lamy	Aucune	3 200	0.08%
Véronique Lamy	Directeur Financier	3 200	0.08%
Total		3 736 000	99.18%

7.2. NOMBRE ET CATEGORIE DE VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Le tableau suivant indique, pour chaque Actionnaire Cédant, le nombre d'actions offertes à la vente dans le cadre de l'Offre :

	Offre initiale		Option de Surallocation		Total	
	nombre de titres cédés	% du capital initial	nombre de titres cédés	% du capital initial	nombre de titres cédés	% du capital initial
Société Mobago	432 000	11.47%	54 647	1.45%	486 647	12.92%
Société Vadrillette	37 696	1.00%	4 769	0.13%	42 465	1.13%
Serge Momus	9 600	0.25%	0	0.00%	9 600	0.25%
Société Evold	4 800	0.13%	0	0.00%	4 800	0.13%
Olivier Duvernoy	2 400	0.06%	0	0.00%	2 400	0.06%
Douglas Gilman	2 400	0.06%	0	0.00%	2 400	0.06%
Frédéric Vautrin	1 440	0.04%	0	0.00%	1 440	0.04%
Gilles Brottin	1 440	0.04%	0	0.00%	1 440	0.04%
Amadou Seck	1 440	0.04%	0	0.00%	1 440	0.04%
Jean-Marc Lamy	960	0.03%	0	0.00%	960	0.03%
Véronique Lamy	960	0.03%	0	0.00%	960	0.03%
Total	495 136	13.15%	59 416	1.58%	554 552	14.72%

7.3. ENGAGEMENT DE CONSERVATION ET D'ABSTENTION

A compter de la date de signature du Contrat de Garantie (voir paragraphe 5.4.3 de la note d'opération) et pendant une période de 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de l'Offre, la Société et l'ensemble des actionnaires actuels de la Société s'engageront, à l'égard de Natexis Bleichroeder S.A. et sous réserve de certaines exceptions usuelles, à ne pas procéder à l'émission, offre ou cession d'actions ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement, immédiatement ou à terme au capital de la Société. En outre, la société Mobago s'engagera pour une période supplémentaire de 180 jours calendaires (soit 360 jours) à ne pas réduire sa participation au capital de la Société en dessous de 51% du capital et des droits de vote de la Société

Les exceptions usuelles visées ci-dessus concernent notamment, pour la Société, les actions qui pourraient être émises par la Société à raison d'augmentations de capital réalisées par incorporation des réserves, bénéfice ou primes, les actions qui pourraient être émises ou attribuées par la Société dans le cadre d'une opération de croissance externe pour autant que le bénéficiaire des actions s'engage à les conserver pendant une période équivalente, les actions qui pourraient être émises dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés.

Les engagements de conservation et/ou d'abstention pourraient être levés avec l'accord préalable de Natexis Bleichroeder SA, qui devra être notifié par écrit à la Société ou aux actionnaires concernés. Natexis Bleichroeder SA informera immédiatement la Société des levées de ces engagements. La Société informera sans délai le marché des modifications et/ou levées de ces engagements.

8. DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 17,92 euros par action), le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles est estimé à 11,57 millions d'euros hors souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires et à 12,96 millions d'euros, en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Sur la base du milieu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, la rémunération des intermédiaires financiers à la charge de la Société est estimée à un maximum d'environ 0,9 million d'euros hors souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires et à un maximum d'environ 0,98 million d'euros en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Supplémentaires.

Les frais légaux et administratifs à la charge de la Société sont estimés à environ 0,52 million d'euros.

La Société prévoit d'imputer l'ensemble des frais et charges à sa charge, nets de l'économie d'impôts, sur la prime d'émission.

En conséquence et sur la base des hypothèses susvisées, le produit net de l'émission des Actions Nouvelles pour la Société est estimé à environ 10,62 millions d'euros hors souscription des Actions Nouvelles Supplémentaires et à environ 11,96 millions d'euros en cas de souscription de la totalité des Actions Nouvelles Supplémentaires.

9. DILUTION

9.1. MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE

- ***Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres par action :***

Il est présenté ci-dessous, à titre indicatif, l'incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres consolidés part du groupe pour le détenteur d'une action Eurogerm préalablement à l'Offre et qui ne participerait pas à l'Offre, en prenant pour hypothèse un Prix de l'Offre égal au milieu de la fourchette indicative de prix (calcul sur la base des capitaux propres consolidés part du groupe de la Société au 30 septembre 2006) :

	Quote-part des capitaux propres consolidés par action au 30 septembre 2006 (en €) (1)
Avant l'opération	3,07
Après émission des Actions Nouvelles (2)	5,03
Après émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires (2)	5,24

* après imputation des frais et charges liés à l'introduction en bourse

(1) après prise en compte de la division du nominal par 160 intervenue le 2 février 2007

(2) après prise en compte des frais et charges liés à l'introduction en bourse

- ***Incidence de l'Offre sur la participation dans le capital :***

Il est présenté ci-dessous, à titre indicatif, l'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'Offre et ne participant pas à cette dernière :

	Participation de l'actionnaire (en %)
Avant l'opération	1%
Après émission des Actions Nouvelles	0,85%
Après émission des Actions Nouvelles et des Actions Nouvelles Supplémentaires	0,84%

9.2. INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Les tableaux ci-dessous présentent l'impact immédiat de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote de la Société.

En nombre d'actions	Avant l'opération		Après l'opération		Après l'opération et après exercice de l'Option de Surallocation	
Société Mobago	3 462 720	91.93%	3 030 720	68.69%	2 976 073	66.28%
Société Vadrilette	188 480	5.00%	150 784	3.42%	146 015	3.25%
Serge Momus	32 000	0.85%	22 400	0.51%	22 400	0.50%
Société Evold	16 000	0.42%	11 200	0.25%	11 200	0.25%
Khadija Raouraoua	16 000	0.42%	16 000	0.36%	16 000	0.36%
Société ACG	14 560	0.38%	14 560	0.33%	14 560	0.32%
Olivier Duvernoy	8 000	0.21%	5 600	0.13%	5 600	0.12%
Douglas Gilman	8 000	0.21%	5 600	0.13%	5 600	0.12%
Frédéric Vautrin	4 800	0.13%	3 360	0.08%	3 360	0.07%
Gilles Brottin	4 800	0.13%	3 360	0.08%	3 360	0.07%
Amadou Seck	4 800	0.13%	3 360	0.08%	3 360	0.07%
Jean-Marc Lamy	3 200	0.08%	2 240	0.05%	2 240	0.05%
Véronique Lamy	3 200	0.08%	2 240	0.05%	2 240	0.05%
Emmanuelle Derossi	160	0.00%	160	0.00%	160	0.00%
Public	0	0.00%	1 140 860	25.86%	1 277 763	28.46%
Total	3 766 720	100.00%	4 412 444	100.00%	4 489 931	100.00%

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Ce droit de vote double sera instauré le jour de la date de première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris et bénéficiera dès cette date aux actions répondant à la condition mentionnée ci-dessus (cf paragraphe 4.5 droits attachés aux actions « droit de vote »).

En nombre de droits de vote	Avant l'opération		Après l'opération		Après l'opération et après exercice de l'Option de Surallocation	
Société Mobago	3 462 720	91.93%	6 061 440	79.18%	5 952 145	77.57%
Société Vadrilette	188 480	5.00%	300 288	3.92%	290 751	3.79%
Serge Momus	32 000	0.85%	28 800	0.38%	28 800	0.38%
Société Evold	16 000	0.42%	22 400	0.29%	22 400	0.29%
Khadija Raouraoua	16 000	0.42%	32 000	0.42%	32 000	0.42%
Société ACG	14 560	0.39%	17 600	0.23%	17 600	0.23%
Olivier Duvernoy	8 000	0.21%	11 200	0.15%	11 200	0.15%
Douglas Gilman	8 000	0.21%	11 200	0.15%	11 200	0.15%
Frédéric Vautrin	4 800	0.13%	6 720	0.09%	6 720	0.09%
Gilles Brottin	4 800	0.13%	6 720	0.09%	6 720	0.09%
Amadou Seck	4 800	0.13%	6 720	0.09%	6 720	0.09%
Jean-Marc Lamy	3 200	0.08%	4 480	0.06%	4 480	0.06%
Véronique Lamy	3 200	0.08%	4 480	0.06%	4 480	0.06%
Emmanuelle Derossi	160	0.00%	320	0.00%	320	0.00%
Public	0	0.00%	1 140 860	14.90%	1 277 763	16.65%
Total	3 766 720	100.00%	7 655 228	100.00%	7 673 299	100.00%

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE

Non applicable.

10.2. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

i) Commissaires aux comptes titulaires

- EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT, membre de la compagnie de Dijon,
Société représentée par Patrick Collomb,
37C, Cours du Parc – 21000 Dijon,
Date de début du premier mandat : 01/08/1995,
Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 20/07/2001,
Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2007.
- S.E.C.C., membre de la compagnie de Dijon,
Société représentée par Olivier Sarlin,
15, Rue George Sand – 21300 Chenôve,
Date de début du premier mandat : 2/02/2007,
Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 2/02/2007,
Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2012.

ii) Commissaires aux comptes suppléants

- Monsieur Christian Dumont, membre de la compagnie de Reims,
49, rue Jean-Jacques Rousseau – 08000 Charleville-Mézières,
Date de début du premier mandat : 01/08/1995,
Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 20/07/2001,
Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2007.
- Mademoiselle Stéphanie Lagache, membre de la compagnie de Dijon,
44, rue Davault – 21130 Treclun,
Date de début du premier mandat : 2/02/2007,
Durée du mandat en cours : six exercices à compter du 2/02/2007,
Date d'expiration du mandat en cours : à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31/03/2012.

10.3. RAPPORT D'EXPERT

Non applicable.

10.4. INFORMATION PROVENANT D'UN TIERS

Non applicable.